

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 126

20 janvier 2009

SOMMAIRE

2M.i.c. S.à r.l.	6047	Lux-Equity	6006
Aberdeen European Balanced Property Fund	6014	Lybra Holding S.A.	6013
Ambiance Sun	6013	Maifren Holding S.A.	6012
Ambiance Sun	6014	Mainstay S.à.r.l.	6009
Assistance à la GESTION EVENCE MARCHAND LUXEMBOURG S.A.	6012	Mainstay S.à.r.l.	6014
Atreyu S.A.	6013	Manuloc International	6048
Audit & Compliance	6011	Mavi Invest Company S.à r.l.	6004
Audit Value International S.A.	6005	Mayfair Trust S.à r.l.	6009
Audit Value International S.A.	6007	MDS - Multimedia Device & Service s.à r.l.	6014
Beauties S.A.	6004	Meneghetti Groupe S.A.	6008
Berdorf Promotions S.A.	6009	Paint One S.A.	6004
Bour S.A.	6007	Paint One S.A.	6002
CCMLuxHoldings 1 S.à r.l.	6043	Piclux S.A.	6010
Centrum Kredytowe Thompson	6006	Piclux S.A.	6009
CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l.	6015	Piclux S.A.	6011
CORPUS SIREO Investment Residential No. 22 S.à r.l.	6011	Piclux S.A.	6011
Cum Grano Salis S.à r.l.	6015	Pride Real Estate S.A.	6008
DB Valence S.à r.l.	6002	Saturnus A.G.	6008
Edmonton Holdings S.A.	6007	Securisation Services Funding S.A.	6016
EPF Holdings 17 S.à r.l.	6016	Securisation Services Funding S.A.	6012
Fair Sponsors S.à r.l.	6017	Shaw Holding S.à r.l.	6048
Fenicia Management S.A.	6003	Société de Recyclage de matières inertes	6005
Fenicia Management S.A.	6003	Société Luxembourgeoise Immobilière ..	6010
Fenicia Management S.A.	6003	Sofinor Holding S.A.	6008
Forus	6005	Te Ora S.A.	6015
Free Lens Sat	6044	Topsi 2 S.à.r.l.	6043
Genesisystems Luxembourg S.A.	6010	Tudor Immo S.A.	6003
JBI S.à.r.l.	6012	VP (Luxembourg) S.A.	6010
JPMorgan European Property Holding Luxembourg 7 S.à r.l.	6016	WCC Der Clou S.à r.l.	6002
Kingberg Investments S.A.	6013	WCC Germany S.à r.l.	6007
Kipling Luxembourg S.à.r.l.	6016	WCC Plauen S.à r.l.	6005
Linfell Property S.A.	6047	WCC Poland Finco S.à r.l.	6002
LSF6 Rio S.à r.l.	6016	WCC Poland S.à r.l.	6004
		WCC Wedel S.à r.l.	6006
		Zaco S.A.	6006

WCC Poland Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.311.

Les comptes annuels pour la période du 5 janvier 2007 (date de constitution) au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004415/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11214. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

DB Valence S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.378.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2007 ist beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt worden.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 30. Dezember 2008.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009004411/267/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09865. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

WCC Der Clou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 7.497.200,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 127.088.

Les comptes annuels pour la période du 30 mars 2007 (date de constitution) au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004417/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11213. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Paint One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 72.323.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004406/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10990. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Fencia Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 93.485.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004402/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07423. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Fencia Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 93.485.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004401/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07425. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Fencia Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 93.485.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004403/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07421. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Tudor Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 133.485.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 27 octobre 2008 que, sur base de l'article 2 des statuts, il a été décidé de:

Transférer le siège social de la société TUDOR CLASS SA,
du 18, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg
au 18-20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009004467/1334/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07994. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Paint One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 72.323.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004405/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10987. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Beauties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 124.023.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004407/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10992. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

WCC Poland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 122.215.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004422/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11207. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Mavi Invest Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 90.680.

EXTRAIT

Il résulte de la décision du gérant en date du 2 juin 2008, que sur la base de l'article 4 des statuts, il a été décidé de:
transférer le siège social de la société MAVI INVEST COMPANY Sàrl
du 18, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg
au 18-20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009004470/1334/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07992. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Forus, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 137.117.

—
Extrait du conseil d'administration du 3 décembre 2008

Après délibération, le Conseil d'administration décide de coopter Madame Sylviane COURTOIS, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Maurice HOUSSA, démissionnaire.

Le nouvel administrateur ainsi nommé terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire.

Cette décision est prise à l'unanimité.

Patrick ROCHAS

Administrateur

Référence de publication: 2009004515/636/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11501. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

WCC Plauen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.845.825,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 121.377.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2008. Signature.

Référence de publication: 2009004420/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11209. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Audit Value International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 94.260.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29.12.08. Signature.

Référence de publication: 2009004353/1369/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07105. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

RECYMA, Société de Recyclage de matières inertes, Société Anonyme.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.
R.C.S. Luxembourg B 38.502.

—
Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 5 janvier 2009.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2009004325/239/12.

(090001381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Zaco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, Bastnicherstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 90.061.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 12 décembre 2008.

Frank MOLITOR
Notaire

Référence de publication: 2009004332/223/12.

(090001302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Centrum Kredytowe Thompson, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 90.074.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 décembre 2008. Signature.

Référence de publication: 2009004361/581/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11202. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

WCC Wedel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.886.350,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 114.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2008. Signature.

Référence de publication: 2009004358/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11205. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Lux-Equity, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 45.423.

Les comptes annuels régulièrement approuvés, le rapport du conseil d'administration et le rapport du réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2008, enregistrés à Capellen, le 16 décembre 2008, relation: CAP/2008/3799, enregistrés à Luxembourg-Sociétés ont été déposés dans le dossier de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 29 décembre 2008.

Pour la société
Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2009004357/236/17.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX08993. - Reçu 0,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

WCC Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 115.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2009004359/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11204. - Reçu 48,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Audit Value International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 94.260.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.12.08.

Signature.

Référence de publication: 2009004354/1369/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07113. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Edmonton Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 123.230.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse du Commissaire aux comptes, à savoir IB Management Services S.A., a fait l'objet d'un changement.

La nouvelle adresse est la suivante: 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009004351/631/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX09952. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Bour S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 102.029.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009004033/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10936. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Sofinor Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 35.986.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009004037/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10924. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Pride Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 73.949.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009004038/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10921. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Saturnus A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 48.117.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05.01.2009.

Pour REQUISITION

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009004049/320/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00465. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Meneghetti Groupe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 100.126.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société MENEGETTI GROUPE S.A.

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

Le Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009004040/1494/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10515. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Berdorf Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 106.332.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009004039/1734/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11486. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Mayfair Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 112.769.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05/01/2009.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009004042/6215/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06956. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Piclux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 43.672.

Le Bilan au 31 Décembre 2005 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27/11/2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004046/553/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05872. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Mainstay S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 73.857.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009004057/717/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03574. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

VP (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 78.682.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/12/2008.

Xenia Kotoula / Jorge Perez Lozano
Director / Director

Référence de publication: 2009004041/805/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10424. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090000863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Société Luxembourgeoise Immobilière, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 60.783.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 2 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004044/553/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05896. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090001274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Piclux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 43.672.

Le Bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 2 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004045/553/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05875. - Reçu 34,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090001275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Genesisystems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 3-7, rue Goell.
R.C.S. Luxembourg B 101.945.

Le bilan et le compte de profits et de pertes au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

MAZARS
Commissaires aux comptes
Signatures

Référence de publication: 2009004069/1682/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11426. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090001000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Piclux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 43.672.

Le Bilan au 31 Décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27/11/2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004047/553/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05869. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Audit & Compliance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 115.834.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2/1/2009.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009004050/7857/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00144. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

CORPUS SIREO Investment Residential No. 22 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 131.920.

Die Bilanz der Gesellschaft vom 16. August 2007 bis zum 31. Dezember 2007 wurde beim Handels-und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 19. Dezember 2008.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2009004364/1092/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11371. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Piclux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 43.672.

Le Bilan au 31 Décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27/11/2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004048/553/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05868. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

LUXAGEM, Assistance à la GESTION EVENCE MARCHAND LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4782 Pétange, 2, rue de l'Hôtel de Ville.
R.C.S. Luxembourg B 47.819.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009004055/2494/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00058. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

JBI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 230, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 40.916.

Le bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean Bertoldi
Gérant

Référence de publication: 2009004051/2494/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00049. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Securisation Services Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 105.911.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2/01/2009.

SECURISATION SERVICES FUNDING S.A.
Robert REGGIORI / Angelo DE BERNARDI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009004076/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11185. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Maifren Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 71.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2009004355/657/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03782. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Ambiance Sun, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 3, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 87.748.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Anne Obchette
Gérante

Référence de publication: 2009004052/2494/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00053. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090001028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Kingberg Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 133.128.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2/01/2009.

KINGBERG INVESTMENTS S.A.
Régis DONATI / Daniele MARIANI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009004072/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09527. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090001006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Lybra Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 72.254.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2009004331/236/11.

(090001163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Atreyu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 65.724.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2/01/2009.

ATREYU S.A.
DE BERNARDI Angelo / DE BERNARDI Alexis
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009004081/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11190. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090001014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Ambiance Sun, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 3, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 87.748.

Le bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Anne Obchette
Gérante

Référence de publication: 2009004053/2494/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00054. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Mainstay S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 73.857.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009004058/717/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03574. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

MDS - Multimedia Device & Service s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4782 Pétange, 2, rue de l'Hôtel de Ville.
R.C.S. Luxembourg B 125.667.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sébastien ROUARD
Gérant

Référence de publication: 2009004084/2494/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00019. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Aberdeen European Balanced Property Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 118.918.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 30 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009004327/239/13.

(090001369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 131.918.

Die Bilanz der Gesellschaft vom 16. August 2007 bis zum 31. Dezember 2007 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 19. Dezember 2008.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2009004365/1092/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11370. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Te Ora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 140.840.

Les comptes annuels pour la période du 31 juillet 2008 (date de constitution) au 31 octobre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009004360/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11203. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Cum Grano Salis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 86.375.

1. Le siège social de la société Cum Grano Salis S.à r.l., société à responsabilité limitée, R.C.S. Luxembourg B 86 375, au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg est dénoncé avec effet au 8 décembre 2008.

2. Il est porté à la connaissance de tous, que le contrat de domiciliation conclu et signé entre:

Société domiciliée:

Cum Grano Salis S.à r.l., société à responsabilité limitée

58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 86375

et Domiciliataire:

Maitland Asset Management (LUXEMBOURG) S.A., société anonyme

58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 62 234

en date du 15 février 2002 est terminé à partir du 8 décembre 2008.

Fait à Luxembourg, le 10 décembre 2008

Maitland Asset Management (LUXEMBOURG) S.A.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009004497/631/25.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX09942. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

LSF6 Rio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.262.750,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 142.934.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Henri HELLINCKX
Notaire

Référence de publication: 2009004333/242/13.

(090001330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

**JPMorgan European Property Holding Luxembourg 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EPF Holdings 17 S.à r.l.).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 134.037.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009004326/239/13.

(090001376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Kipling Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.360.300,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 116.339.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Henri HELLINCKX
Notaire

Référence de publication: 2009004335/242/13.

(090001032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Securisation Services Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 105.911.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2/01/2009.

SECURISATION SERVICES FUNDING S.A.
Robert REGGIORI / Angelo DE BERNARDI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009004075/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11186. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Fair Sponsors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 166.314,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 134.872.

L'an deux mille huit, le vingt-six novembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de "Fair Sponsors S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.872 et constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg par un acte rédigé par le notaire soussigné du 14 décembre 2007. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 223 du 28 janvier 2008 (p. 10680).

Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné du 28 mars 2008, publié au Mémorial numéro 1395 du 6 juin 2008 (p. 66929).

L'assemblée choisit comme président Régis Galiotto, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg,

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant été ainsi constitué, le président prie le notaire d'acter ce qui suit:

1. Les associés présents ou représentés (les "Associés"), ainsi que le nombre de parts sociales détenues par eux sont repris sur une liste de présence signée par les Associés ou leurs mandataires, par le bureau de l'assemblée et par le notaire. Cette liste, ainsi que les procurations signées "ne varietur" seront enregistrées avec le présent acte.

2. Il résulte de ladite liste de présence que les 166.314 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à cette assemblée générale extraordinaire. Les Associés déclarent avoir été dûment informés à l'avance de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé à toutes exigences et formalités de convocation. L'assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour de l'assemblée susdit.

3. L'ordre du jour de l'assemblée (l'"Ordre du Jour") est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des Statuts en effaçant les parenthèses et en changeant "Gérant" par "Conseil", de sorte que l'article 2 aura la teneur suivante:

" 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de ses Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Conseil est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil."

2. Modification de la clause objet, de sorte que la clause 3 aura la teneur suivante:

" 3. Objet.

3.1 L'objet de la société est d'acquérir, détenir ou disposer, directement ou indirectement, d'intérêts et participations dans des entités étrangères ou luxembourgeoises, par tous les moyens et d'administrer, développer et gérer ces intérêts ou participations.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra aussi, directement ou indirectement, investir dans, acquérir, détenir ou disposer de toutes sortes d'avoirs par tous moyens.

3.4 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées") ou à une (des) personne(s) physique(s), étant entendu

que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

La Société peut réaliser toutes opérations ou investissements légaux, commerciaux, techniques ou financier(s) et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci."

3. Modification des dispositions des Statuts relatives au transfert de parts sociales en insérant un nouveau Chapitre III comprenant les articles 7, 8, 9 et 10, qui auront la teneur suivante:

Chapitre III. Transfert de parts sociales

"Les transferts de parts sociales sont gouvernés par les dispositions légales applicables et par ses Statuts (en particulier ce Chapitre et l'article 11.8).

7. Les restrictions au transfert.

7.1 Aucun Associé ne transférera, n'accordera aucun titre de sûreté, ou ne disposera autrement ou ne donnera de droits à toute personne dans ou sur, tout Titre d'Associé (ou intérêt sur) à moins qu'il ne soit permis ou exigé expressément de faire ainsi conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.

7.2 Sans préjudice des dispositions additionnelles de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, aucun Associé ne transférera, n'accordera aucun titre de sûreté, ou ne disposera autrement ou ne donnera de droits à toute personne dans ou sur, toute Part Sociale, (ou intérêt sur) sauf conformément à la Proportion d'Émission ("Exigence Paritaire") ou comme approuvé par une Résolution Unanime. Nonobstant ce qui précède, pour des questions d'Exigence Paritaire, il ne sera pas tenu compte des Transferts aux Tiers et l'Exigence Paritaire peut être satisfaite par un Associé et ses Détenteurs Autorisés respectifs collectivement (soumis à l'article 7.6), à condition que tous transferts par ces Personnes (et tous transferts d'intérêts dans ces Personnes) à d'autres Associés ou aux Tiers doivent être effectués conjointement conformément à l'Exigence Paritaire

7.3 Sans préjudice des dispositions supplémentaires qui peuvent être contenues dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, aucun Associé ne transférera, n'accordera aucun titre de sûreté, ou ne disposera autrement ou ne donnera de droits à toute personne dans ou sur, tout Titre d'Associé (ou intérêt sur) à moins qu'aucune Partie ne soit interdite de faire des opération avec une telle personne selon la loi applicable ou, dans le cas de l'Associé Goldman, la politique interne.

7.4 Toutes tentatives de transfert ou d'autre transaction non conforme aux articles 7.1, 7.2 et 7.3 seront nulles ab initio et d'aucune force et effet, dans la mesure légalement possible.

7.5 Soumis aux articles 7.2 et 7.3, les transferts de Titres d'Associés suivants sont permis:

- (a) les transferts parmi les Détenteurs Goldman Autorisés;
- (b) les transferts parmi les Détenteurs Colony Autorisés;
- (c) soumis à l'article 7.6, les transferts parmi les Détenteurs Hilco Autorisés; et
- (d) soumis à l'article 7.6, les transferts parmi les Détenteurs MEP Autorisés, (chacun, un "Transfert de Partie Liée").

7.6 Nonobstant toute autre disposition dans ces Statuts, pour autant que spécifié dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, il n'y aura pas, à un moment donné, plus qu'un Associé MEP et un Associé Hilco.

7.7 Pour une durée qui peut être définie dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés:

- (a) chaque Associé Goldman restera un Détenteur Goldman Autorisé;
- (b) chaque Associé Colony restera un Détenteur Colony Autorisé;
- (c) chaque Associé MEP restera un Détenteur MEP Autorisé; et
- (d) chaque Associé Hilco restera un Détenteur Hilco Autorisé;

au cas où cet Associé cesserait d'être un Détenteur Autorisé approprié, cet Associé transférera aussi vite que raisonnablement faisable toute sa participation dans des Titres d'Associés (y compris, pour éviter tout doute, dans le cas de l'Associé MEP, le droit de recevoir la Promotion MEP) à une personne qui reste un Détenteur Autorisé approprié.

7.8 Sauf en cas d'un Transfert de Partie Liée, l'exercice d'un Droit de Sortie Conjointe ou d'un Droit de Sortie Obligatoire, ou d'autre transfert expressément permis ou exigé conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, aucun Associé MEP ou Associé Hilco ne transférera de Titres d'Associés jusqu'au 31 mars 2013 (l'"Exigence d'Inaliénabilité Provisoire"), après quoi, l'Associé MEP et l'Associé Hilco seront autorisés à transférer tous Titres d'Associé soumis aux autres dispositions des Statuts et à tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.

7.9 Sauf en cas d'un Transfert de Partie Liée, l'Associé Colony ne transférera pas, sans le consentement de l'Associé Goldman et l'Associé Goldman ne transférera pas, sans le consentement de l'Associé Colony, de Titres d'Associé dans la Société jusqu'au 31 mars 2010, après quoi l'Associé Colony et l'Associé Goldman seront autorisés à transférer tous Titres d'Associé soumis aux dispositions de ces Statuts et à tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.

7.10 Sauf en cas d'une Vente Majoritaire et, pour éviter tout doute, soumis aux articles 7.8 et 7.9, un Associé (l'"Associé Vendeur") qui propose de transférer des Titres d'Associé à un Tiers dans une transaction qui est autrement permise par ces Statuts et tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, observera la procédure suivante:

(a) L'Associé Vendeur étendra une offre (l'"Offre d'Associé") à chacun des autres Associés pour que cet autre Associé acquière sa partie proportionnelle (basé sur l'Intérêt Économique), ou toute autre portion agréée par ces autres Associés, de tout (mais non moins que tout) les Titres d'Associé que l'Associé Vendeur envisage de transférer, au prix proposé par l'Associé Vendeur.

(b) Si un Associé n'accepte pas l'Offre d'Associé, les Associés acceptants peuvent choisir d'acquérir cette portion d'un Associé non-acceptant sur une base proportionnelle (basé sur l'Intérêt Économique des Associés acceptants) ou sur tout autre base agréée par ces Associés acceptants.

(c) Si ces autres Associés n'ont pas dans l'ensemble accepté d'acheter tous les Titres d'Associé inclus dans l'Offre d'Associé au prix proposé par l'Associé Vendeur avant 18h00, heure du Luxembourg, le 20ème Jour Ouvrable après l'extension de l'Offre d'Associé, alors l'Offre d'Associé expirera et l'Associé Vendeur, dans les 90 jours après cette expiration, peut offrir de vendre ces Titres d'Associé à un Tiers à un prix maximum plus élevé de 10 % que le prix proposé conformément à l'Offre d'Associé et sinon substantiellement dans les mêmes termes et conditions que sous l'Offre d'Associé.

7.11 l'Associé Colony ne peut pas, sans le consentement de l'Associé Goldman et l'Associé Goldman ne peut pas, sans le consentement de l'Associé Colony, faire plus d'une Offre d'Associé dans une période de douze mois avant le 31 mars 2012; et, pour éviter tout doute, le droit de l'un ou l'autre Associé de faire toute Offre d'Associé est également soumis à l'article 7.9.

7.12 Nonobstant l'Exigence d'Inaliénabilité Provisoire, l'Associé Goldman et l'Associé Colony, agissant ensemble, auront l'option de "sortir obligatoirement" les autres Associés dans une Vente Majoritaire (une telle option, le "Droit de Sortie Conjointe"). Sur l'exercice du Droit de Sortie Conjointe, ces autres Associés transféreront au cessionnaire Tiers cette portion de leurs Titres d'Associé correspondant à la partie des Titres d'Associé détenus par l'Associé Goldman et l'Associé Colony, en tout, étant transférés à ce Tiers, selon les termes et conditions de la Vente Majoritaire et à condition que ces autres Associés reçoivent l'allocation ces termes.

7.13 Sauf respect d'un Transfert de Partie Liée et malgré l'Exigence d'Inaliénabilité Provisoire, chaque Associé aura le droit de "sortie conjointe" suivant (le "Droits de Sortie Conjointe"):

(a) en cas d'une vente par un Associé de Titres d'Associé, autres qu'une Vente Majoritaire, cet Associé vendeur vérifiera que le cessionnaire Tiers de tels Titres d'Associé acquiert la partie des Titres d'Associé détenus par chacun des autres Associés qui en font la demande telle que correspondant à la partie des Titres d'Associé détenus par cet Associé vendeur étant transférés à ce Tiers, ou si cet Associé vendeur est l'Associé Goldman ou l'Associé Colony, telle que correspondant à la partie des Titres d'Associé détenus par l'Associé Goldman et l'Associé Colony, ensemble, étant transférés à ce Tiers, dans chaque cas sur les mêmes termes et conditions que ceux de l'Associé vendeur; et

(b) en cas d'une Vente Majoritaire, les Associés envisageant une telle Vente Majoritaire vérifieront que le cessionnaire de leurs Titres d'Associé acquiert tous les Titres d'Associé détenus par chacun des autres Associés qui en font la demande, sur les mêmes termes et conditions que ceux des Associés envisageant une telle Vente Majoritaire.

7.14 Nonobstant toute disposition contraire dans ces Statuts ou dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, rien dans cet article 7 ne s'appliquera à un transfert, à un octroi de tout intérêt de sûreté, ou à d'autre disposition de ou n'accordera à personne tous droits dans ou, tous Titres d'Associé (ou intérêt sur) en relation avec des arrangements conclus entre l'Associé Goldman et l'Associé MEP ou leurs Affiliées respectives quant au partage de résultats entre l'investissement fait par la Société et d'autres investissements dans lesquels l'Associé Goldman et l'Associé MEP ou leurs Affiliées respectives participent.

7.15 Après le 31 mars 2012, tout Gérant Goldman et tout Gérant Colony, agissant ensemble ou unilatéralement (en consultation avec le (mais, pour éviter tout doute, non soumis au consentement ou à l'accord du) Gérant MEP), aura

droit d'introduire une procédure pour la vente de la Société (ou une vente de tous ou substantiellement tous ses actifs par la vente d'une Filiale ou autrement) ou une IPO de capitaux propres de la Société ou d'une Filiale. La procédure inclura la nomination d'une banque d'investissement, la préparation d'un mémorandum d'information, d'un prospectus ou d'autre document de révélation approprié et, dans le cas d'une vente, l'arrangement de procédures de vente aux enchères et la sélection d'offres et, dans le cas d'une IPO de la Société, la conversion de la Société dans une entité que l'on peut publiquement offrir ou coter conformément à la loi luxembourgeoise.

7.16 Nonobstant toutes autres dispositions contenues ici ou dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, tous les transferts de Parts Sociales de la Société sont soumis aux exigences de la loi luxembourgeoise, y compris, sans restriction, des articles 189 et 190 de la loi du Luxembourg du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifiée et dans la mesure où ce transfert des Parts Sociales de la Société est permis selon les dispositions de ces Statuts et tout autre pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, consent à vérifier que toutes les démarches nécessaires sont prises pour donner pleine force et effet à ce transfert conformément à la loi luxembourgeoise, conformément aux dispositions de ces Statuts et de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés et d'une façon opportune, y compris (sans restriction):

(a) en cas du transfert de Parts Sociales inter vivos aux Associés non existants, le passage d'une résolution d'Associés à la majorité requise conformément à la loi luxembourgeoise (pour éviter tout doute, une telle majorité requise en cas du transfert inter vivos aux Associés non existants étant des 3/4 du capital dans la Société);

(b) la délivrance d'un instrument écrit de transfert de Parts Sociales et tous documents qui permettent le transfert d'être fait engageant la Société et les tierces personnes;

(c) l'octroi d'un avis écrit du transfert à la Société; et

(d) l'enregistrement du transfert dans le registre d'associés de la Société.

7.17 Chaque Associé exercera tous les droits de vote et les droits de consentement afin de permettre les transferts des Titres d'Associé qui sont en conformité avec cet article 7 et de permettre les transactions conformément à l'article 7.15, y compris, sans restriction, toute transformation de la Société dans une autre forme d'entité dont les Parts Sociales peuvent être publiquement offertes ou cotées conformément à la loi luxembourgeoise.

8. Impasse.

8.1 Il y a une "Impasse" si on propose une résolution relative à un problème-clé affectant matériellement les opérations en cours de la Société et les Filiales prises dans leur ensemble à une Assemblée Générale ou à une Réunion du Conseil correctement convoquées et si un des points suivants s'applique:

(a) il n'y a aucun quorum à la réunion et aucun quorum aux deux re-convocations successives de la réunion suite à un ajournement;

(b) en cas d'une résolution du Conseil, dans deux Réunions du Conseil, parmi les Gérants présents, tous les Gérants Goldman (ou les Gérants Colony, selon le cas) votent en la faveur et tout Gérant Colony (ou Gérant Goldman, selon le cas) votent contre ou s'abstiennent de voter sur la résolution (à moins qu'un Gérant Colony (ou un Gérant Goldman, selon le cas) n'ait proposé la résolution); ou

(c) en cas d'une résolution à être passée dans une Assemblée Générale, l'Associé Goldman (ou l'Associé Colony, selon le cas) vote en faveur et l'Associé Colony (ou l'Associé Goldman, selon le cas) vote contre ou s'abstient de voter sur la résolution (à moins que l'Associé Colony (ou l'Associé Goldman, selon le cas) n'ait proposé la résolution).

8.2 Il n'y a aucune Impasse si une réunion, ou un ajournement, ne comprend pas le quorum parce que la personne qui a proposé la résolution n'assiste pas.

8.3 Il n'y a aucune Impasse si la résolution proposée exigeait d'être passée comme une Résolution Unanime et qu'un des points suivants s'applique:

(a) en cas d'une Réunion du Conseil, n'importe quel Gérant qui n'est pas un Gérant Goldman ou un Gérant Colony et dont le vote positif est nécessaire pour passer une Résolution Unanime, vote contre ou s'abstient de voter sur la résolution dans la Réunion du Conseil; ou

(b) en cas d'une Assemblée Générale, des Associés (autre que l'Associé Goldman et l'Associé Colony) dont l'ensemble des pouvoirs de vote est suffisant pour empêcher le passage d'une Résolution Unanime vote contre ou s'abstient de voter sur la résolution.

8.4 En cas d'une Impasse, l'Associé Colony et l'Associé Goldman se rencontreront et utiliseront leurs meilleurs efforts en vue d'atteindre un accord dans le meilleur intérêt de la Société et des Filiales prises dans l'ensemble.

8.5 Au cas où aucune solution satisfaisante n'aurait été trouvée conformément à l'article 8.4 dans les vingt Jours Ouvrables après que la survenance d'une Impasse, puis dans une période de dix Jours Ouvrables ou toute période plus longue comme l'Associé Goldman et l'Associé Colony peuvent s'accorder, chacun de l'Associé Goldman et l'Associé Colony aura droit de (mais ne sera pas obligé de) introduire la procédure suivante (l'Associé introduisant une telle procédure, la "Partie initiatrice", l'autre Associé la "Partie Destinataire"):

(a) La Partie Initiatrice fournira l'avis à la Partie Destinataire du prix (en argent et pas sur des termes reportés) auquel il serait prédisposé soit à vendre tous ses Titres d'Associé à la Partie Destinataire ou à acheter tous les Titres d'Associé de la Partie Destinataire.

(b) Dans les vingt Jours Ouvrables après la réception d'un tel avis, la Partie Destinataire fera par avis à la Partie initiatrice soit de choisir d'acheter tous les Titres d'Associé de la Partie Introductrice ou de vendre tous ses Titres d'Associé propres à la Partie Introductrice à ce prix. Si la Partie Destinataire ne parvient pas à fournir cet avis dans les temps, la Partie Introductrice peut, par un nouvel avis à la Partie Destinataire dans les dix Jours Ouvrables après cet échec de fournir cet avis dans les temps, choisir d'acheter tous les Titres d'Associé de la Partie Destinataire ou de vendre tous ses Titres d'Associé propres à la Partie Destinataire au prix comme exposer dans le premier avis.

(c) L'Associé Colony et l'Associé Goldman compléteront tout transfert selon cet article 8.5 conformément à l'article 10.

8.6 Aucun Droit de Sortie Conjointe ne s'applique à un transfert selon l'article 8.5.

9. L'Événement de Transfert Obligatoire.

9.1 N'importe lequel des événements suivants qui arrive à un Associé constitue un "Événement de Transfert Obligatoire" relativement à cet Associé:

(a) l'Associé est en faillite ou incapable de payer ses dettes au sens de la législation sur insolvabilité applicable à cet Associé et a arrêté de payer ses dettes lorsqu'elles viennent à échéance;

(b) toutes les étapes ont été prises pour introduire toute procédure par ou selon laquelle:

(i) la capacité des créanciers de l'Associé d'entreprendre toute action pour faire respecter leurs dettes est suspendue, limitée ou empêchée;

(ii) certains ou tous les créanciers de l'Associé acceptent, selon l'accord ou selon l'exercice d'une décision judiciaire, une somme moindre que les sommes qui leur sont dues en réparation de ces sommes afin d'empêcher la dissolution de l'Associé;

(iii) une personne est nommée pour gérer les affaires, l'activité et les actifs de l'Associé de la part des créanciers de l'Associé; ou

(iv) le détenteur d'une charge sur les actifs de l'Associé est nommé pour contrôler l'activité et les actifs de l'Associé;

(c) une procédure a été instituée qui pourrait mener à la dissolution de l'Associé et à la distribution de ses actifs parmi les créanciers de l'Associé, des Associés ou d'autres apporteurs; ou

(d) en cessation d'être un Détenteur Permis approprié, l'Associé échoue à observer l'obligation dans l'article 7.7 de transférer son intérêt entier dans des Titres d'Associé à un Détenteur Permis approprié (y compris, afin d'éviter tout doute, si aucun Détenteur Permis approprié tel n'existe).

9.2 Lorsqu'un Événement de Transfert Obligatoire arrive à un Associé (le "Cédant"), il en donnera avis aux autres Associés (chacun, un "Cessionnaire") dès que possible et, s'il ne le fait pas, sera considéré en avoir donné l'avis à un Cessionnaire le jour où ce Cessionnaire prend conscience d'un tel Événement de Transfert Obligatoire.

9.3 Un Cessionnaire qui prend conscience d'un Événement de Transfert Obligatoire, autre que par voie du réel avis du Cédant, donnera l'avis d'un tel Événement de Transfert Obligatoire aux autres Cessionnaires aussi vite que possible.

9.4 Les Cessionnaires ont le droit, dans les vingt Jours Ouvrables après la réception ou réception réputée de l'avis de l'Événement de Transfert Obligatoire (Le premier jour étant le Jour ouvrable après la réception par tous les Cessionnaires de cet avis), de faire une offre écrite au Cédant pour acheter une partie proportionnelle (basé sur l'Intérêt Économique de tous les Cessionnaires voulant participer à l'offre (les "Cessionnaires Participants")), ou une telle autre partie comme les Cessionnaires Participants peuvent consentir, de tout (mais non moins que tout) les Titres d'Associé du Cédant, à un prix indiqué en numéraire et non pas en des termes reportés ("Offre").

9.5 Le Cédant a une période de dix Jours Ouvrables (la "Période de Valorisations des Parts") de la réception de l'Offre (le premier jour étant le Jour Ouvrable après le jour de l'Offre) pour:

(a) accepter le prix offert pour les Titres d'Associé par les Cessionnaires Participants; ou

(b) demander qu'une Valeur Juste pour les Titres d'Associé soit décidée par le Conseil,

et le Cédant est considéré avoir accepté l'Offre au prix exposé dans l'avis s'il n'accepte pas expressément ou demande une détermination de Valeur Juste vers la fin de la Période de Valorisations des Parts Sociales.

9.6 Lorsque le prix est attribué au Conseil, pour exercer leur droit d'acheter, les Cessionnaires Participants donneront l'avis au Cédant dans les dix Jours Ouvrables de la réception de la notification de la Valeur Juste telle que décidée par le Conseil (le premier jour étant le Jour Ouvrable après la réception de la notification de Valeur Juste par les Cessionnaires Participants) qu'ils exercent leur droit d'acheter tout (mais non moins que tout) les Titres d'Associé des Cédants à un prix égal à cette Valeur Juste. Les Cessionnaires Participants peuvent consentir à varier la répartition envisagée à l'origine parmi eux de ces Titres d'Associé, à condition qu'une telle redistribution soit au prorata (basée sur l'Intérêt Économique de tous les Cessionnaires Participants, autres que le Cessionnaire Participant dont ces Titres d'Associé sont ré-attribués), sauf indication contraire parmi les Cessionnaires Participants.

9.7 L'acceptation ou l'acceptation réputée sous l'article 9.5 ou la signification d'un avis d'acheter selon l'article 9.6 liera le Cédant et les Cessionnaires Participants pour vendre et acheter, respectivement, les Titres d'Associé conformément à l'article 10.

9.8 La "Valeur Juste" des Titres d'Associé à être vendus est la valeur que le Conseil, agissant en toute bonne foi, certifie être la valeur marchande juste selon son avis basé sur les suppositions suivantes:

(a) la valeur des Titres d'Associé appropriés est une partie proportionnelle de la valeur marchande juste de tous les Titres d'Associé émis et en circulation (basée sur la proportion des Titres d'Associé appropriés sur tous les Titres d'Associé émis et en circulation (sans prime ni escompte pour la taille de la détention du Cédant ou pour les droits ou les restrictions s'appliquant aux Titres d'Associé conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés));

(b) la vente est entre un acheteur volontaire et un vendeur volontaire sur un marché ouvert;

(c) la vente a lieu le jour où l'Événement de Transfert Obligatoire est arrivé;

(d) l'activité de la Société et des Filiales continuera d'être poursuivie comme une entreprise stable (à moins que la Société ou toute Filiale substantielle ne soient en faillite ou incapables de payer ses dettes au sens de la signification de la législation sur insolvabilité applicable); et

(e) les Titres d'Associé sont vendus libres de toute charge.

9.9 Le Conseil peut, à sa seule discrétion, charger des conseillers professionnels de l'aider dans la détermination de Valeur Juste conformément à l'article 9.8.

10. La conclusion de l'Achat de Vente de Titres d'Associé.

10.1 Cet article 10 s'applique seulement aux transferts de Titres d'Associé parmi des Associés conformément à l'article 8 ou l'article 9.

10.2 La vente de Titres d'Associé, conformément tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, sera conclue sur le 20ème Jour Ouvrable:

(a) après un choix selon l'article 8.5 (b); ou

(b) après l'acceptation ou l'acceptation réputée d'une offre d'achat selon l'article 9.5 ou après le délivrance d'un avis d'achat selon l'article 9.6.

10.3 À la Conclusion, l'Associé vendant les Titres d'Associé:

(a) transférera les Titres d'Associé libres de toutes les Charge en la forme qu'est nécessaire pour l'acheteur afin d'établir la propriété légale conformément à la loi luxembourgeoise;

(b) notifiera la Société du transfert;

(c) procurera la démission de n'importe quels Gérants nommés par l'Associé vendant pour prendre effet à la conclusion et la reconnaissance que ces Gérants n'ont aucunes réclamations contre la Société; et si une telle démission n'est pas livrée, les autres Associés peuvent librement révoquer ces Gérants et l'article 11.4 ne s'appliquera pas à cette révocation;

(d) assurera qu'il n'a aucun droit d'exiger que la Société émette tout capital social ou autres titres et qu'aucune Charge n'affecte de Titres d'Associé non-émis ou autres titres de la Société;

(e) assurera que l'on n'a donné aucun engagement pour créer une Charge affectant les Titres d'Associé étant vendus (ou tous Titres d'Associé non-émis ou autres titres de la Société) et qu'aucune personne n'a réclamé de droits en cela; et

(f) entreprendra de faire tout ce qu'il peut, à son propre coût, afin de donner à l'acheteur le titre légal et bénéficiaire complet des Titres d'Associé.

10.4 À la conclusion, l'Associé achetant les Titres d'Associé payera le prix d'achat à l'Associé vendant les Titres d'Associé, sur lesquels le transfert sera efficace.

10.5 À ou avant la conclusion, les parties à tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés utiliseront leurs efforts les meilleurs afin de vérifier que l'Associé vendant est libéré de toutes garanties, engagement de sûreté et autres obligations qu'il a donné en respect de la Société et de ses activités.

10.6 Les Titres d'Associé seront vendus avec tous les droits y attachés, ou qui pourraient dans l'avenir s'y attacher, (y compris, particulièrement le droit de recevoir tous les dividendes et distributions déclarés, effectués ou payés au moment ou après l'événement approprié mentionné à l'article 10.2 (a) ou 10.2 (b)).

10.7 L'Associé achetant les Titres d'Associé n'est pas obligé d'achever l'achat de tous Titres d'Associé étant vendus, à moins que l'achat de tous les Titres d'Associé ne soit achevé simultanément.

10.8 Si l'Associé vendant les Titres d'Associé échoue à achever le transfert de Titres d'Associé comme exigé sous cet article 10, la Société:

(a) est irrévocablement autorisée à enregistrer le transfert dans son registre de Parts Sociales après le reçu de la notification mentionnée à l'article 10.3 (b); et

(b) peut recevoir le prix d'achat en fiducie pour l'Associé vendant les Titres d'Associé, en donnant un reçu qui déchargera l'Associé achetant des Titres d'Associé.

10.9 Les dispositions de cet article 10 et la notification mentionnée dans les articles 8.5, 9.2 ou 9.4, le cas échéant, seront considérées ensemble comme un instrument écrit de transfert aux fins de l'article 190 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme amendée, et la notification à la Société mentionnée à l'article 10.3 (b) constituera une notification suffisante des transferts appropriés aux fins de l'article 190 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur sociétés commerciales, comme amendée et de l'article 1690 du code civil luxembourgeois."

4. Modification des dispositions des Statuts relatives à la gérance de la Société et aux débats en conseil (en particulier les anciens articles 8, 9, 10 et 11 des Statuts), de sorte que le nouvel article 11 des Statuts aura la teneur suivante:

" **11. Gérance.**

11.1 Le Conseil a la responsabilité de la surveillance et de la gestion de la Société.

11.2 Le Conseil sera composé de cinq Gérants (les "Gérants" et chacun un "Gérant"), dont deux seront nommés parmi des candidats proposés par l'Associé Goldman (les "Gérants Goldman"), deux seront nommés parmi des candidats proposés par l'Associé Colony (les "Gérants Colony") et un sera nommé parmi des candidats proposés par l'Associé MEP (le "Gérant MEP"). À tout moment, le Conseil comprendra au moins deux Gérants (un Gérant Goldman et un Gérant Colony) qui seront résident au Luxembourg.

11.3 Afin de mettre en place la composition de Conseil envisagée à l'article 11.2, l'Associé Goldman, l'Associé Colony et l'Associé MEP peuvent à tout moment nommer un Gérant et proposer la révocation d'un Gérant qu'ils ont nommé, en donnant avis à la Société et aux autres Associés. Chaque Associé exercera tous les droits de vote et droits de consentement afin de mettre en place la nomination ou la révocation, comme applicable, des Gérants nommés ou proposés pour révocation conformément à la phrase précédente, dans la mesure où cette nomination ou cette révocation sont en conformité avec la composition du Conseil envisagée à l'article 11.2.

11.4 L'Associé proposant un Gérant pour révocation conformément à l'article 11.3 indemniserà et gardera indemnié la Société contre toute réclamation provenant de la révocation de ce Gérant de ses fonctions.

11.5 Un des Gérants sera nommé président du Conseil par le vote positif de chacun des Gérants Colony et des Gérants Goldman.

11.6 Si le pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par l'Associé MEP est réduit à moins de la moitié du pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par lui le 1er avril 2008, alors l'Associé MEP perdra tout droit de nommer un Gérant. Si le pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par l'Associé Colony ou l'Associé Goldman est réduit à moins de la moitié du pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par lui le 1er avril 2008, alors cet Associé aura seulement le droit de nommer des Gérants dans la proportion à sa détention, arrondi au nombre entier le plus proche de Gérants, à condition que chacun de l'Associé Colony et de l'Associé Goldman auront à tout moment droit de nommer au moins un Gérant. A l'extinction du droit d'un Associé de nommer un Gérant conformément à ce qui précède, cet Associé procurera la démission immédiate de tout Gérant nommé par lui et la reconnaissance que ce Gérant n'a aucune réclamation contre la Société. Si cette démission n'est pas délivrée, les autres Associés peuvent librement révoquer ce Gérant et l'article 11.4 ne s'appliquera pas.

11.7 Si le pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par l'Associé Colony ou l'Associé Goldman est réduit à moins de la moitié du pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par lui le 1er avril 2008, alors les votes positifs des Gérants nommés par l'Associé dont la propriété globale a ainsi diminué ne seront plus exigés selon l'article 11.12 (b) pour passer une Résolution Super-Majoritaire et tout autre vote spécial ou droits de consentement contenus dans ces Statuts et tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés en faveur d'un cet Associé ou en faveur des Gérants nommés par cet Associé (y compris, sans restriction, la nomination du président du Conseil et tous droits spéciaux ou autres en ce qui concerne les conseils de surveillance de toutes Filiales) (sauf, afin d'éviter tout doute, ces droits accordés à tous les Associés ou Gérants ou ces droits accordés selon la loi applicable) seront immédiatement éteints.

11.8 Sans préjudice des autres dispositions qui peuvent être contenues dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, ni l'Associé Colony ni Associé Goldman n'est autorisé à effectuer tout transfert ou autre disposition de Parts Sociales suite auxquels le pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par lui serait réduit à moins de la moitié du pourcentage de Parts Sociales en circulation détenues par lui le 1er avril 2008, à moins que l'Associé Colony, l'Associé Goldman et le cessionnaire proposé de ces Parts Sociales n'aient consenti leurs droits respectifs de gestion par rapport à la Société et aux Filiales, dans les limitations exposées dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés (y compris, afin d'éviter tout doute, qu'une telle entente qui affecte défavorablement et d'une façon disproportionnée les droits ou les obligations de tout Associé ou dénature les termes de droits express accordés à ou les obligations imposées à tout Associé doivent aussi être signées par l'Associé ainsi affecté).

11.9 A l'extinction de l'Accord Consultatif, le droit de l'Associé MEP de nommer tout Gérant et tous droits accordés à ce Gérant dans ces Statuts et les dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, s'éteindront immédiatement, et, à moins que l'Associé Colony et l'Associé Goldman n'en consentent autrement par écrit, l'Associé MEP procurera la démission immédiate de tout Gérant ainsi nommé et la reconnaissance que ce Gérant n'a aucune réclamation contre la Société. Si cette démission n'est délivrée, les autres Associés peuvent librement révoquer un tel Gérant et l'article 11.4 ne s'appliquera pas à cette révocation.

11.10 Réunions du Conseil

(a) Des réunions du Conseil seront tenues au Luxembourg et il est projeté de tenir au moins une réunion du Conseil chaque trimestre.

(b) Tout Gérant peut convoquer une réunion du Conseil.

(c) Les Associés assureront que l'on donne un avis d'une réunion du Conseil d'au moins sept jours à tous les Gérants ayant droit de recevoir l'avis accompagné par:

(i) un ordre du jour spécifiant, dans les détails raisonnables, les questions à être soulevées à la réunion; et

(ii) des copies de tous papiers à être discutés à la réunion.

(d) On peut donner un délai de préavis plus court d'une réunion du Conseil avec le consentement écrit d'au moins un Gérant Goldman et un Gérant Colony (ou, si tout question exigeait le Consentement Unanime ou toute Transaction d'Affiliée devait être considérée pour approbation, le consentement de tous les Gérants).

(e) Si tous les Gérants (ou leurs mandataires) sont présents à une réunion du Conseil et qu'aucun Gérant ne s'y oppose, il peut être renoncé à tout manquement d'avis.

(f) Un Gérant peut assister à une réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence initiée du Luxembourg, à condition qu'au moins la moitié des Gérants participant à une réunion du Conseil soit physiquement présent au Luxembourg.

(g) Le quorum lors de toute réunion du Conseil (y compris les réunions ajournées) est la majorité des Gérants, y compris au moins un Gérant Goldman (ou son mandataire) et un Gérant Colony (ou son mandataire).

(h) Aucun point à l'ordre du jour ne sera réglée à aucune réunion du Conseil à moins qu'un quorum ne soit présent au début de la réunion et au moment où il doit être voté sur un point à l'ordre du jour.

(i) Si un quorum n'est pas le présent dans les 30 minutes après l'heure indiquée pour une réunion du Conseil dans l'avis de la réunion, alors la réunion sera ajournée pour au minimum deux Jours Ouvrables, et au maximum dix, Jours Ouvrables aux mêmes heures et endroit.

(j) Une réunion du Conseil sera ajournée à une autre heure ou date à la demande de tous les Gérants Goldman ou de tous les Gérants Colony présents à la réunion. Aucun point à l'ordre du jour ne peut être réglé à une réunion après qu'une telle demande n'ait été faite.

(k) Sauf comme prévu à l'article 11.11, chaque Gérant a un vote à une réunion du Conseil.

11.11 Un Gérant Goldman, un Gérant Colony ou un Gérant MEP qui est absent lors d'une réunion du Conseil peut nommer un autre Gérant pour agir comme son mandataire à la réunion et pour exercer tous les pouvoirs du Gérant par qui il est nommé et peut, en particulier, voter à la place de ce Gérant.

11.12 Les décisions aux réunions du Conseil seront faites en passant des résolutions. Sauf toute décision qui exigerait une Résolution Unanime, une résolution est passée si:

(a) plus de votes sont comptés pour que contre celle-ci; et

(b) que chacun des Gérants Goldman et les Gérants Colony présent à la réunion (en personne ou par procuration) vote en faveur de celle-ci,

(Cette résolution, une "Résolution Super-Majoritaire").

11.13 Au lieu d'une réunion du Conseil, on peut passer une résolution du Conseil par voie de consentement écrit exécuté par tous les Gérants.

11.14 Sans limiter la généralité de l'article 11.12 et sans préjudice des autres dispositions qui peuvent être contenues dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, chacune au moins des décisions suivantes sera soumise au Conseil et exigera une Résolution Super-Majoritaire (à moins que, dans chaque cas, ne soit exigée une Résolution Unanime) et, dans la mesure où il y a une condition légale qu'elle soit adoptée par l'Assemblée Générale, sans préjudice de la loi applicable, exigera le vote positif de l'Associé Goldman et l'Associé Colony à l'Assemblée Générale:

(a) les modifications au règlement intérieur, aux statuts, aux formes des Titres d'Associé et autres documents constitutionnels de la Société ou d'une Filiale, à condition que toute modification aux droits expressément accordés à tout détenteur de titres particulier de la Société exige aussi le consentement de ce détenteur;

(b) le changement de la forme ou de l'objet social, du siège social et de l'activité de la Société ou des Filiales;

(c) la nomination et révocation des auditeurs de la Société et des Filiales;

(d) le changement des principes comptables applicables à la Société et aux Filiales;

(e) le changement de l'exercice financier de la Société et des Filiales;

(f) les changements de la structure du Conseil (y compris, sans restriction, la nomination ou la révocation de Gérants indépendants), à condition que toute modification aux droits de certains Associés pour nommer des Gérants conformément à l'article 11.2 exige aussi le consentement de tous les associés dont les droits doivent être modifiés;

(g) toute fusion, contribution d'actif (apport partiel d'actif), scission-distribution par la Société ou une Filiale avec ou dans toute autre entité;

(h) la liquidation volontaire de la Société ou d'une Filiale;

- (i) toute augmentation de capital ou réduction de capital ou émission de capitaux propres de la Société ou d'une Filiale, à condition que, dans la mesure où ces Parts Sociales ou autres capitaux propres doivent être émis à tout Associé ou ses Affiliées, tous les Associés auront le droit de participer à cette émission au pro rata de sa détention de Titres d'Associé au moment de cette émission;
- (j) toute distribution de dividendes par la Société ou une Filiale;
- (k) en concluant ou modifiant toutes options de d'achat de parts sociales, de plans d'épargne ou d'incitation de la Société ou d'une Filiale avec les membres de la gestion de la Société ou de cette Filiale;
- (l) l'approbation des budgets annuels de la Société ou d'une Filiale et de toute décision aboutissant à toute déviation substantielle de ces budgets;
- (m) toute augmentation de l'endettement global en suspens de la Société et des Filiales de plus de 50.000 euros et toute modification aux accords de dettes de la Société ou d'une Filiale;
- (n) la vente d'actifs (y compris de capitaux propres) par la Société et les Filiales de plus de 50.000 euros en une seule transaction (ou une série de transactions liées);
- (o) les dépenses d'investissement par la Société et les Filiales de plus de 25.000 euros dans une seule transaction (ou une série de transaction liés);
- (p) l'octroi de tout intérêt de titre ou d'intérêts de capitaux propres tenus par la Société ou une Filiale;
- (q) l'acquisition d'actifs par la Société et les Filiales de plus de 25.000 euros dans une seule transaction (ou une série de transactions liées);
- (r) le changement ou la nomination de cadres supérieurs, des directeurs exécutifs et les positions équivalentes de la Société ou d'une Filiale;
- (s) tout changement à des contrats de travail avec tout cadre supérieur ou directeur exécutif de la Société ou d'une Filiale;
- (t) les transactions substantielles entre la Société ou une Filiale et tout Associé (ou toute Affiliée d'un tel Associé, sauf toute Affiliée de l'Associé Goldman qui n'est pas The Goldman Sachs Group, Inc ou une filiale directe ou indirecte de celui-ci);
- (u) la conclusion ou la modification de tout accord substantiel entre la Société ou une Filiale et un Tiers autre que ceux usuels dans le cours ordinaire de l'activité de la Société ou d'une telle Filiale, y compris sans restriction tous accords touchant aux joint-ventures et autres partenariats et pacte d'associés ou document semblable relatifs à une Filiale;
- (v) tout rachat ou remboursement de Titres d'Associé par la Société ou capitaux propres par une Filiale, à condition que ce rachat ou ce remboursement soit fait au prorata parmi les détenteurs de tels titres conformément aux préférences de distribution relatives et leur priorités;
- (w) une IPO ou une vente privée de la Société ou d'une Filiale, y compris une IPO ou une vente privée d'une entité récemment formée à laquelle tout ou partie des actifs de la Société et des Filiales seraient contribués;
- (x) l'initiation ou règlement de litige substantiel par la Société ou une Filiale;
- (y) le refinancement, l'emprunt ou la conclusion de garanties autres que dans le cours ordinaire de l'activité de la Société ou d'une Filiale;
- (z) des transactions par la Société ou une Filiale dans des titres cotés;
- (aa) des transactions par la Société ou une Filiale qui seraient classifiées comme des transactions de Classe 1 ou Classe 2 pour des sociétés cotées à la Bourse de Londres;
- (bb) le changement de la politique fiscale et des principes ou structuration fiscale de la Société ou d'une Filiale;
- (cc) toutes modifications, renonciations ou décisions substantielles en ce qui concerne l'Accord Consultatif, y compris, sans restriction, toute décision touchant à l'approbation de toute personne comme un Remplaçant Qualifié pour un Principal (comme défini dans l'Accord Consultatif); et
- (dd) tout exercice de droits détenus par la Société ou une Filiale dans une autre Filiale afin de permettre chacun des précédents.

11.15 Nonobstant l'article 11.14 et sans préjudice des autres dispositions qui peuvent être contenues dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, chacune des décisions suivantes exigeront une résolution passée par le vote des Gérants exigés pour passer une Résolution Super-Majoritaire et, de plus, le Gérant MEP, si tel est le cas (ou, si au moment d'une telle décision il n'y a aucun Gérant MEP, le consentement de l'Associé MEP, si tel est le cas) (dans chaque cas qu'il soit présent en personne ou par procuration) (une "Résolution Unanime") et, dans la mesure où il y a une condition légale qu'elle soit adoptée par l'Assemblée Générale, un vote positif à l'Assemblée Générale d'au moins 90 % de Parts Sociales (étant entendu qu'aucune des décisions suivantes ne sera soumise à l'Assemblée Générale par toute personne à moins qu'il n'ait d'abord été approuvé par une Résolution Unanime):

- (a) toute modification à ces Statuts ou les termes des Titres d'Associé qui (i) affecte défavorablement et d'une façon disproportionnée les droits ou les obligations de l'Associé MEP (étant entendu que l'impact d'une transaction ou d'une série de transactions sur les actifs d'exploitation, l'activité, les opérations, la performance financière ou les perspectives de la Société et les Filiales ne sera pas pris en compte dans la détermination d'une telle transaction ou la série de trans-

actions comme étant "défavorables et disproportionné") ou (ii) change défavorablement les termes de droits express accordés à ou les obligations imposées à l'Associé MEP;

(b) tout transfert de Parts Sociales autre que conformément à l'Exigence Paritaire;

(c) toute Transaction d'Affiliée non en conformité avec les dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés;

(d) toute distribution, dividende, rachat de titres, ou transaction semblable aboutissant à un retour d'argent ou d'autre propriété à tout Associé non conforme aux droits, priorités et préférences établies par les Titres d'Associé; et

(e) toute réorganisation, fusion, dissolution, liquidation ou autre type de transaction semblable (une "Transaction de Réorganisation") aboutissant en l'altération des Intérêts Économiques relatifs des Associés en vigueur immédiatement avant cette transaction, à moins que l'on n'offre une occasion à chaque Associé de participer à cette transaction sur une base proportionnelle basée sur son Intérêt Économique et à condition qu'aucune Transaction de Réorganisation qui ne résulte pas en un changement de contrôle, dissolution ou la liquidation de la Société aboutira à l'extinction des futurs droits de promotion MEP."

5. Modification de l'article 12 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil" et "assemblée générale des Associés" par "Assemblée Générale", de sorte que l'article 12 aura la teneur suivante:

" 12. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Associés - Votes.

12.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés au Conseil par la loi ou les Statuts seront de la compétence de l'Assemblée Générale.

12.2 En particulier, l'Assemblée Générale est compétente pour modifier les Statuts, changer la nationalité de la Société et augmenter les engagements de ses Associés.

12.3 Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque Associé possède des droits de vote en proportion avec le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

12.3 Lorsqu'un Associé détient toutes les Parts Sociales, il exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'Assemblée Générale et ses décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit."

6. Modification de l'article 13 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil" et en effaçant l'article 13.2, de sorte que l'article 13 aura la teneur suivante:

" 13. Tenue d'assemblées générales.

13.1 Des assemblées générales pourront toujours être convoquées par le Conseil.

13.2 Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation de l'Associé (ou des Associés). L'Associé (ou les Associés) se prononcera (ou se prononceront) également par un vote spécial sur la décharge à donner à un Gérant."

7. Modification de l'article 14 des Statuts en insérant l'expression "Sans préjudice des dispositions de l'article 11.15" au début des articles 14.1 et 14.2, en changeant "quorum" par "majorité" et en effaçant "Toutefois" au début de l'article 14.3, de sorte que l'article 14 aura la teneur suivante:

" 14. Majorités.

14.1 Sans préjudices des dispositions de l'article 11.15, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation écrite, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

14.2 Sans préjudices des dispositions de l'article 11.15, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que conformément aux dispositions de la Loi et par une majorité d'Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

14.3 Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et conformément à toute autre disposition légale."

8. Modification de l'article 15.2 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil", de sorte que l'article 15.2 aura la teneur suivante:

"15.2 A la fin de chaque exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Conseil. Le Conseil prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société."

9. Modification de l'article 16 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil" et "assemblée générale des associés" par "Assemblée Générale" aux articles 16.3, 16.4 et 16.5, de sorte que les articles 16.2, 16.3, 16.4 et 16.5 auront la teneur suivante:

"16.2 Cinq pour cent (5%) du bénéfice annuel net de la Société ainsi déterminée seront obligatoirement prélevés et alloués à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société mentionnée à l'article 5 des Statuts ou, le cas échéant, tel qu'il sera augmenté ou réduit.

16.3 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société aux fins de distribution et dans la mesure où la loi et les Statuts le permettent, le Conseil pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

16.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer leur montant seront prises par l'Assemblée Générale.

16.5 Des acomptes sur dividendes pourront être versés sur décision du Gérant à condition:

16.5.1 qu'un état comptable intermédiaire soit établi et que ce-dernier fasse apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants; et

16.5.2 que le montant à distribuer n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis le fin du dernier exercice social dont les comptes ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes portées en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire."

10. Modification de l'article 18 des Statuts en insérant l'expression "Sans préjudice des dispositions de l'article 11.14" au début de l'article 18.1, de sorte que l'article 18.1 aura la teneur suivante:

"18.1 Sans préjudice des dispositions de l'article 11.14, la liquidation de la Société ne peut être décidée que par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société."

11. Insertion d'un nouveau Chapitre IX aux Statuts afin de stipuler des définitions, de sorte que le Chapitre IX aura la teneur suivante:

"Chapitre IX. - Définitions

Accord Consultatif:	a la signification que l'on peut donner dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Acquisition:	Signifie l'acquisition de BUT S.A.S.
Affiliée:	signifie par rapport à toute personne, une autre personne qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires, commande, ou est contrôlée par, ou est sous le contrôle commun avec, cette personne et le "contrôle" d'une personne signifie la possession ou la capacité de posséder le pouvoir de diriger ou de causer la direction de la gestion et la politique de cette personne, soit par la propriété de titres votants, soit par contrat ou autrement. Afin d'éviter tout doute, tout Détenteur Colony Autorisé sera considéré être une Affiliée de l'Associé Colony. Nonobstant tout ce qui précède, ni la Société ni les Filiales ne seront considérées être une Affiliée d'un Associé.
Assemblée Générale:	signifie les résolutions des Associés de la Société prise à une assemblée ou par écrit, conformément à la loi du Luxembourg du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifié.
Associé Colony:	signifie collectivement, l'Associé Colony Initial, Colyzeo II Finance et leurs successeurs et les cessionnaires autorisés qui détiennent de temps en temps des Titres d'Associé, qui sont des Détenteurs Colony Autorisés conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Associé Goldman:	signifie collectivement, l'Associé Goldman Initial et ses successeurs et les cessionnaires autorisés qui détiennent de temps en temps des Titres d'Associé, qui sont des Détenteurs Goldman Autorisés conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Associé Hilco:	signifie collectivement, l'Associé Hilco Initial et ses successeurs et les cessionnaires autorisés qui détiennent de temps en temps des Titres d'Associé, qui sont des Détenteurs Hilco Autorisés conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Associé MEP:	signifie collectivement, l'Associé MEP Initial et ses successeurs et les cessionnaires autorisés qui détiennent de temps en temps des Titres d'Associé, qui sont des Détenteurs MEP Autorisés conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Charge:	inclut toutes les charges (monétaire ou pas) et tous autres droits pouvant être exercés par des tiers.
Conseil:	signifie le conseil de gérance de la Société.
Détenteur Colony Autorisé:	signifie n'importe lequel de Colony Capital LLC, Colyzeo Investment Management et leurs Affiliées respectives et tous fonds ou entités gérées ou conseillées par n'importe lequel des ces derniers et tous véhicules de co-investissement

	contrôlés, gérés ou conseillés par Colony Capital LLC, Colyzeo Investment Management ou n'importe laquelle de leurs Affiliées
Détenteur Goldman Autorisé:	signifie n'importe lequel de The Goldman Sachs Group, Inc. et de ses Affiliées.
Détenteur Hilco Autorisé:	signifie n'importe lequel de H Merchant Equity I, LLC et de ses Affiliées.
Détenteur MEP Autorisé:	signifie un limited partnership possédée et contrôlée (excepté comme autrement permis dans l'article 7.7) par les principaux et les salariés (et leurs cessionnaires autorisés usuels respectifs (par exemple, des véhicules de planification successorale et des entités familiales)) de Merchant Equity Partners LLP, dont les propriétaires comprendront à tout moment David Hamid, Henry Jackson, Joshua Spoerri et John von Spreckelsen (ou, dans chaque cas, un Remplaçant Qualifié, comme défini dans l'Accord Consultatif).
Droits de Sortie Conjointe:	a le sens qui lui est donné à l'article 7.13.
Droit de Sortie Obligatoire:	a le sens qui lui est donné à l'article 7.13.
Événement de Transfert Obligatoire:	a le sens qui lui est donné à l'article 9.
Exigence d'Inaliénabilité Temporaire:	a le sens qui lui est donné à l'article 7.8.
Exigence Paritaire:	a le sens qui lui est donné à l'article 7.2.
Filiale:	signifie toute filiale de la Société détenue majoritairement.
Gérant:	signifie un membre du Conseil.
Gérant Colony:	a le sens qui lui est donné à l'article 11.2 .
Gérant Goldman:	a le sens qui lui est donné à l'article 11.2.
Gérant MEP:	a le sens qui lui est donné à l'article 11.2.
Intérêt Economique:	signifie par rapport à un Associé, la valeur des Titres d'Associé d'un tel Associé basés sur l'estimation la plus récente de la Société en relation avec une émission de capitaux propres à un Tiers (ou, si une telle émission n'est pas survenue, basé sur la contrepartie payée par cet Associé pour ces Titres d'Associé), moins tous montants reçus par cet Associé relativement à ces Titres d'Associé depuis la date de cette estimation (par voie de dividende, de distribution, de rachat de part ou de remboursement, ou autrement) et prendront en compte la valeur pro-forma de l'ensemble de la Promotion MEP basé sur une liquidation hypothétique de la Société à cette estimation, comme cela peut être mieux déterminé dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Impasse:	a le sens qui lui est donné à l'article 8.1.
IPO:	signifie un premier appel public à l'épargne.
Jour Ouvrable:	signifie un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) lorsque les banques à Paris, à Luxembourg et à Londres sont ouvertes pour les affaires.
Offre d'Associé:	a le sens qui lui est donné à l'article 7.10.
Période de Valorisations des Parts:	a le sens qui lui est donné à l'article 9.5.
Promotion MEP:	signifie le droit de l'Associé MEP à un produit des intérêts, comme calculé conformément aux dispositions de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés, comme cela peut être à nouveau décidé dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Ratio d'Emission:	a la signification que l'on peut lui donner dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés
Résolution Unanime:	a le sens qui lui est donné à l'article 11.15.
Résolutions Super-Majoritaire:	a le sens qui lui est donné à l'article 11.12.
Tiers:	toute personne qui n'est pas un Associé ou un Affilié d'un Associé.
Titres d'Associé:	signifie tous titres publiés par la Société et appartenant à un Associé, autre que tous titres publiés comme la partie de financement senior et financement mezzanine.
Transaction d'Affilié:	a la signification que l'on peut donner dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu à tout moment entre, entre autres, la Société et les Associés.
Transaction de Réorganisation:	a le sens qui lui est donné à l'article 11.15 (e).

Transfert de Partie Liée: a le sens qui lui est donné à l'article 7.5.
Vente Majoritaire: signifie une vente de plus de 50 % du capital social en circulation de la Société par tout Associé ou groupe d'Associés à un Tiers.

12. Divers.

Ensuite, l'assemblée générale des Associés, après délibération, décide, à l'unanimité de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 2 des Statuts en effaçant les crochets et en changeant "Gérant" par "Conseil", de sorte que l'article 2 aura la teneur telle que rédigée au point 1. de l'Agenda.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier la clause objet, de sorte que la clause 3 aura la teneur telle que rédigée au point 2. de l'Agenda.

Troisième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier les dispositions des Statuts relatives au transfert de parts sociales en insérant un nouveau Chapitre III comprenant les articles 7, 8, 9 et 10, qui auront la teneur telle que rédigée au point 3. de l'Agenda.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier les dispositions des Statuts relatives à la gérance de la Société et aux débats en conseil (en particulier les anciens articles 8, 9, 10 et 11 des Statuts), de sorte que le nouvel article 11 aura la teneur telle que rédigée au point 4. de l'Agenda.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 12 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil" et "assemblée générale des Associés" par "Assemblée Générale", de sorte que l'article 12 aura la teneur telle que rédigée au point 5. de l'Agenda.

Sixième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 13 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil" et en effaçant l'article 13.2, de sorte que l'article 13 aura la teneur telle que rédigée au point 6. de l'Agenda.

Septième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 14 des Statuts en insérant l'expression "Sans préjudice des dispositions de l'article 11.15" au début des articles 14.1 et 14.2, en changeant "quorum" par "majorité" et en effaçant "Toutefois" au début de l'article 14.3, de sorte que l'article 14 aura la teneur telle que rédigée au point 7. de l'Agenda.

Huitième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 15.2 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil", de sorte que l'article 15.2 aura la teneur telle que rédigée au point 8. de l'Agenda.

Neuvième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 16 des Statuts en changeant "Gérant" par "Conseil" et "assemblée générale des associés" par "Assemblée Générale" aux articles 16.3, 16.4 et 16.5, de sorte que les articles 16.2, 16.3, 16.4 et 16.5 auront la teneur telle que rédigée au point 9. de l'Agenda.

Dixième résolution

L'assemblée générale des Associés décide de modifier l'article 18 des Statuts en insérant l'expression "Sans préjudice des dispositions de l'article 11.14" au début de l'article 18.1, de sorte que l'article 18.1 aura la teneur telle que rédigée au point 10. de l'Agenda.

Onzième résolution

L'assemblée générale des Associés décide d'insérer un nouveau Chapitre IX aux Statuts afin de stipuler des définitions, de sorte que le Chapitre IX aura la teneur telle que rédigée au point 11. de l'Agenda

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte, est évalué à environ 5.000.- Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est clôturée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eight, on the twenty-sixth day of November.

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of "Fair Sponsors S.à.r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 134.872 and incorporated under Luxembourg law by a deed drawn up by the undersigned notary on 14 December 2007. The articles of association of the Company (the "Articles") have been published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial ") number 223 of 28 January 2008 (p. 10680).

The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned, dated 28 March 2008, published in the Memorial number 1395 of 6 June 2008 (p. 66929).

The meeting elects as president Régis Galiotto, jurist, residing professionally at Luxembourg,

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Flora Gibert, jurist, residing at Luxembourg,

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

1. The shareholders present or represented (the "Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the Shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies signed "ne varietur" will be registered with this deed.

2. It appears from the attendance list that all the 166,314 shares, representing the entirety of the share capital of the Company are represented in this extraordinary general meeting. The Shareholders declare having been informed in advance on the agenda of the meeting and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforesaid agenda of the meeting.

3. The agenda of the meeting (the "Agenda") is the following:

Agenda:

1. Amendment to article 2 of the Articles by deleting the brackets and by changing "Manager" into "Board", so that article 2 should read as follows:

" 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measure will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board."

2. Amendment to the corporate object clause, so that article 3 should read as follows:

" 3. Object.

3.1 The Company's object is to, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.2 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (the "Connected Companies") or to natural person(s), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law;

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above."

3. Amendment to the provisions of the Articles relating to the transfer of shares by inserting a new Chapter III including articles 7, 8, 9 and 10, which should read as follows:

"Chapter III. - Transfer of shares

Transfers of shares are governed by the applicable legal provisions and these Articles (in particular this Chapter and article 11.8).

7. Transfer restrictions.

7.1 No Shareholder shall transfer, grant any security interest over, or otherwise dispose of or give any person any rights in or over, any Shareholder Securities (or interest therein) unless it is expressly permitted or required to do so under the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.

7.2 Without prejudice to additional provisions that may be contained in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, no Shareholder shall transfer, grant any security interest over, or otherwise dispose of or give any person any rights in or over, any Shares, (or interest therein) except in accordance with the Issuance Ratio (the "Parity Requirement") or as approved by a Unanimous Resolution. Notwithstanding the foregoing, for purposes of the Parity Requirement, Related Party Transfers shall be disregarded and the Parity Requirement may be satisfied by a Shareholder and its respective Permitted Holders collectively (subject to article 7.6), provided that any transfers by such Persons (and any transfers of interests in such Persons) to other Shareholders or to Third Parties must be effected jointly in accordance with the Parity Requirement.

7.3 Without prejudice to additional provisions that may be contained in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, no Shareholder shall transfer, grant any security interest over, or otherwise dispose of or give any person any rights in or over, any Shareholder Securities (or interest therein) unless no Party is prohibited by applicable law or, in the case of the Goldman Shareholder, internal policies from transacting with any such person.

7.4 Any attempted transfer or other transaction not in accordance with articles 7.1, 7.2 and 7.3 will be void ab initio and of no force and effect, to the extent legally possible.

7.5 Subject to articles 7.2 and 7.3 the following transfers of Shareholder Securities are permitted:

- (a) transfers among Goldman Permitted Holders;
 - (b) transfers among Colony Permitted Holders;
 - (c) subject to article 7.6, transfers among Hilco Permitted Holders; and
 - (d) subject to article 7.6, transfers among MEP Permitted Holders,
- (each, a "Related Party Transfer").

7.6 Notwithstanding any other provision in these Articles, for so long as specified in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, there shall at any one time be no more than one MEP Shareholder and one Hilco Shareholder.

7.7 For a duration that may be defined in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders:

- (a) each Goldman Shareholder shall remain a Goldman Permitted Holder;
- (b) each Colony Shareholder shall remain a Colony Permitted Holder;
- (c) each MEP Shareholder shall remain an MEP Permitted Holder; and
- (d) each Hilco Shareholder shall remain a Hilco Permitted Holder;

in the event that any such Shareholder ceases to be a relevant Permitted Holder, such Shareholder shall as soon as reasonably practicable transfer all of its interest in Shareholder Securities (including, for the avoidance of doubt, in the case of the MEP Shareholder, the right to receive the MEP Promote) to a person that remains a relevant Permitted Holder.

7.8 Except in the event of a Related Party Transfer, exercise of a Tag-Along Right or a Drag-Along Right, or other transfer expressly permitted or required under the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, no MEP Shareholder or Hilco Shareholder shall transfer any Shareholder Securities until 31 March 2013 (the "Temporary Inalienability Requirement"), after which the MEP Shareholder and the Hilco Shareholder shall be permitted to transfer any Shareholder Securities subject to the other provisions of the Articles and any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.

7.9 Except in the event of a Related Party Transfer, the Colony Shareholder shall not, without the consent of the Goldman Shareholder, and the Goldman Shareholder shall not, without the consent of the Colony Shareholder, transfer any Shareholder Securities in the Company until 31 March 2010, after which the Colony Shareholder and the Goldman Shareholder shall be permitted to transfer any Shareholder Securities subject to the provisions of these Articles and any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.

7.10 Except in the event of a Majority Sale, and, for the avoidance of doubt, subject to articles 7.8 and 7.9, a Shareholder (the "Selling Shareholder") that proposes to transfer Shareholder Securities to a Third Party in a transaction that is otherwise permitted by these Articles and any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders shall comply with the following procedure:

(a) The Selling Shareholder shall extend an offer (a "Shareholder Offer") to each of the other Shareholders for such other Shareholder to acquire its proportional portion (based on Economic Interest), or such other portion as such other Shareholders may agree, of all (but not less than all) of the Shareholder Securities that the Selling Shareholder contemplates to transfer, at the price proposed by the Selling Shareholder.

(b) If any Shareholder does not accept the Shareholder Offer, the accepting Shareholders may elect to acquire such non-accepting Shareholder's portion on a pro rata basis (based on the Economic Interest of the accepting Shareholders) or such other basis as such accepting Shareholders may agree.

(c) If such other Shareholders have not in aggregate accepted to buy all of the Shareholder Securities included in the Shareholder Offer at the price proposed by the Selling Shareholder by 6:00 p.m. Luxembourg time on the 20th Business Day after the extension of the Shareholder Offer, then the Shareholder Offer will expire, and the Selling Shareholder may, within 90 days after such expiration, offer to sell such Shareholder Securities to a Third Party at a price not less than 10 % greater than the price proposed under the Shareholder Offer and otherwise on substantially the same terms and conditions as under the Shareholder Offer.

7.11 The Colony Shareholder may not, without the consent of the Goldman Shareholder, and the Goldman Shareholder may not, without the consent of the Colony Shareholder, make more than one Shareholder Offer in any twelve-month period prior to 31 March 2012; and, for the avoidance of doubt, the right of either such Shareholder to make any Shareholder Offer is also subject to article 7.9.

7.12 Notwithstanding the Temporary Inalienability Requirement, the Goldman Shareholder and the Colony Shareholder, acting together, will have the option to "drag along" the other Shareholders in a Majority Sale (such option, the "Drag-Along Right"). Upon the exercise of the Drag-Along Right, such other Shareholders shall transfer to the Third Party transferee such portion of their Shareholder Securities as corresponds to the portion of the Shareholder Securities held by the Goldman Shareholder and the Colony Shareholder, in aggregate, being transferred to such Third Party, on the terms and conditions of the Majority Sale and subject to such other Shareholders receiving the benefit of such terms.

7.13 Except in respect of a Related Party Transfer, and notwithstanding the Temporary Inalienability Requirement, each Shareholder will have the following "tag along" rights (the "Tag-Along Rights"):

(a) in case of any sale by a Shareholder of Shareholder Securities, other than a Majority Sale, such selling Shareholder shall procure that the Third Party transferee of such Shareholder Securities acquires such portion of the Shareholder Securities held by each of the other Shareholders that so requests as corresponds to the portion of the Shareholder Securities held by such selling Shareholder being transferred to such Third Party, or if such selling Shareholder is the Goldman Shareholder or the Colony Shareholder, as corresponds to the portion of the Shareholder Securities held by the Goldman Shareholder and the Colony Shareholder, in aggregate, being transferred to such Third Party, in each case on the same terms and conditions as those of the selling Shareholder; and

(b) in case of a Majority Sale, the Shareholders contemplating such Majority Sale shall procure that the transferee of their Shareholder Securities acquires all of the Shareholder Securities held by each of the other Shareholders that so requests, on the same terms and conditions as those of the Shareholders contemplating such Majority Sale.

7.14 Notwithstanding anything to the contrary in these Articles or in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, nothing in this article 7 will apply to any transfer, grant of any security interest over, or other disposal of or grant to any person of any rights in or over, any Shareholder Securities (or interest therein) in connection with arrangements entered into between the Goldman Shareholder and the MEP Shareholder or their respective Affiliates regarding the sharing of returns between the investment

made by the Company and other investments in which the Goldman Shareholder and the MEP Shareholder or their respective Affiliates participate.

7.15 Following 31 March 2012, any Goldman Manager and any Colony Manager, acting together or unilaterally (in consultation with (but, for the avoidance of doubt, not subject to the consent or agreement of) the MEP Manager), will be entitled to initiate a procedure for the sale of the Company (or a sale of all or substantially all of its assets whether through the sale of a Subsidiary or otherwise) or an IPO of equity securities of the Company or a Subsidiary. The procedure will include the appointment of an investment bank, the preparation of an information memorandum, prospectus or other appropriate disclosure document and, in the case of a sale, the arrangement of auction procedures and the selection of bids and, in the case of an IPO of the Company, the conversion of the Company into an entity that can be publicly offered or listed under Luxembourg law.

7.16 Notwithstanding any other provisions contained herein or in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, all transfers of the Company shares are subject to the requirements of Luxembourg law, including, without limitation, articles 189 and 190 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and that to the extent any transfer of the Company shares is permitted under the provisions of these Articles and any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, agrees to procure that all necessary steps are taken to give full force and effect to such transfer under Luxembourg law in accordance with the provisions of these Articles and any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders and in a timely fashion, including (without limitation):

- (a) In case of transfer of shares inter vivos to non existing shareholders, the passing of a shareholders resolution of the requisite majority under Luxembourg law (for the avoidance of doubt, such requisite majority in case of transfer inter vivos to non existing shareholders being 3/4 of the share capital in the Company);
- (b) the delivery of a written share transfer instrument and any documents that enable the transfer to be made binding on the Company and third parties;
- (c) the giving of written notice of the transfer to the Company; and
- (d) the registration of the transfer in the Company's shareholders register.

7.17 Each Shareholder shall exercise all voting rights and consent rights so as to permit transfers of Shareholder Securities that are in compliance with this article 7 and permit transactions pursuant to article 7.15, including, without limitation, any transformation of the Company into another form of entity whose shares may be publicly offered or listed under Luxembourg law.

8.1 Deadlock.

8.1 There is a "Deadlock" if a resolution in respect of any key issue materially affecting the ongoing operations of the Company and the Subsidiaries taken as a whole is proposed at a properly convened General Meeting or Board meeting, and one of the following applies:

- (a) there is no quorum at the meeting and no quorum at two successive reconvenings of the meeting following an adjournment;
- (b) in the case of a Board resolution, in two Board meetings, of the Managers present, all Goldman Managers (or Colony Managers, as the case may be) vote in favour and any Colony Manager (or Goldman Manager, as the case may be) votes against or abstains from voting on the resolution (unless a Colony Manager (or a Goldman Manager, as the case may be) proposed the resolution); or
- (c) in the case of a resolution to be passed in a General Meeting, the Goldman Shareholder (or the Colony Shareholder, as the case may be) votes in favour and the Colony Shareholder (or the Goldman Shareholder, as the case may be) votes against or abstains from voting on the resolution (unless the Colony Shareholder (or the Goldman Shareholder, as the case may be) proposed the resolution).

8.2 There is no Deadlock if a meeting, or adjournment, is inquorate because the person who proposed the resolution does not attend.

8.3 There is no Deadlock if the proposed resolution would be required to be passed as a Unanimous Resolution and one of the following applies:

- (a) in the case of a Board meeting, any Manager who is not a Goldman Manager or a Colony Manager, and whose positive vote is needed for passing a Unanimous Resolution, votes against or abstains from voting on the resolution in the Board meeting; or
- (b) in the case of a General Meeting, Shareholders (other than the Goldman Shareholder and the Colony Shareholder) whose aggregate voting power is sufficient to prevent the passing of a Unanimous Resolution vote against or abstain from voting on the resolution.

8.4 In the event of a Deadlock, the Colony Shareholder and the Goldman Shareholder shall meet and use their best efforts with a view to reaching an agreement in the best interest of the Company and the Subsidiaries taken as a whole.

8.5 In the event that no satisfactory solution has been found pursuant to article 8.4 within twenty Business Days after the occurrence of a Deadlock, then for a period of ten Business Days, or such longer period as the Goldman Shareholder

and the Colony Shareholder may agree, each of the Goldman Shareholder and the Colony Shareholder will be entitled to (but not obligated to) initiate the following procedure (the Shareholder initiating such procedure, the "Initiating Party"; the other Shareholder, the "Receiving Party"):

(a) The Initiating Party shall provide notice to the Receiving Party of the price (in cash, and not on deferred terms) at which it would be willing to either sell all its Shareholder Securities to the Receiving Party or purchase all the Shareholder Securities of the Receiving Party.

(b) Within twenty Business Days after receipt of such notice, the Receiving Party shall by notice to the Initiating Party elect either to purchase all the Shareholder Securities of the Initiating Party or to sell all its own Shareholder Securities to the Initiating Party at such price. If the Receiving Party fails to timely provide such notice, the Initiating Party may by further notice to the Receiving Party within ten Business Days after such failure to provide timely notice elect either to purchase all the Shareholder Securities of the Receiving Party or to sell all its own Shareholder Securities to the Receiving Party at such price as set forth in the first notice.

(c) The Colony Shareholder and the Goldman Shareholder shall complete any transfer pursuant to this article 8.5 in accordance with article 10.

8.6 No Tag-Along Rights apply to a transfer pursuant to article 8.5.

9. Obligatory Transfer Event.

9.1 Any of the following events that happens to a Shareholder constitutes an "Obligatory Transfer Event" in respect of such Shareholder:

(a) the Shareholder is insolvent or unable to pay its debts within the meaning of the insolvency legislation applicable to such Shareholder and has stopped paying its debts as they fall due;

(b) any step has been taken to initiate any process by or under which:

(i) the ability of the creditors of the Shareholder to take any action to enforce their debts is suspended, restricted or prevented;

(ii) some or all of the creditors of the Shareholder accept, by agreement or in pursuance of a court order, an amount of less than the sums owing to them in satisfaction of those sums with a view to preventing the dissolution of the Shareholder;

(iii) a person is appointed to manage the affairs, business and assets of the Shareholder on behalf of the Shareholder's creditors; or

(iv) the holder of a charge over assets of the Shareholder is appointed to control the business and assets of the Shareholder;

(c) a process has been instituted that could lead to the Shareholder being dissolved and its assets being distributed among the Shareholder's creditors, shareholders or other contributors; or

(d) upon ceasing to be a relevant Permitted Holder, the Shareholder fails to comply with the obligation in article 7.7 to transfer its entire interest in Shareholder Securities to a relevant Permitted Holder (including, for the avoidance of doubt, if no such relevant Permitted Holder exists).

9.2 Where an Obligatory Transfer Event happens to a Shareholder (the "Transferor"), it shall give notice of it to the other Shareholders (each, a "Transferee") as soon as possible and, if it does not, is deemed to have given notice of it to any Transferee on the date on which such Transferee becomes aware of such Obligatory Transfer Event.

9.3 A Transferee that becomes aware of an Obligatory Transfer Event, other than by way of actual notice from the Transferor, shall give notice of such Obligatory Transfer Event to the other Transferees as soon as practicable.

9.4 The Transferees have the right, within twenty Business Days after the receipt or deemed receipt of notice of the Obligatory Transfer Event (the first day being the Business Day after the receipt by all Transferees of such notice), to make a written offer to the Transferor to buy a pro rata portion (based on the Economic Interest of all the Transferees choosing to participate in the offer (the "Participating Transferees")), or such other portion as the Participating Transferees may agree, of all (but not less than all) of the Transferor's Shareholder Securities, at a specified price for cash and not on deferred terms (the "Offer").

9.5 The Transferor has a period of ten Business Days (the "Share Pricing Period") of receiving the Offer (the first day being the Business Day after the day of the Offer) within which to:

(a) accept the price offered for the Shareholder Securities by the Participating Transferees; or

(b) request that a Fair Value for the Shareholder Securities be determined by the Board,

and the Transferor is deemed to have accepted the Offer at the price stated in the notice if it does not expressly accept or request a Fair Value determination by the end of the Share Pricing Period.

9.6 Where the price is referred to the Board, in order to exercise their right to buy, the Participating Transferees shall give notice to the Transferor within ten Business Days of receiving notification of the Fair Value as determined by the Board (the first day being the Business Day after the Participating Transferees receive the Fair Value notification) that they exercise their right to buy all (but not less than all) of the Transferors' Shareholder Securities at a price equal to such Fair Value. The Participating Transferees may agree to vary the originally contemplated allocation among them of such Shareholder Securities, provided that any such re-allocation shall be pro rata (based on the Economic Interest of all

the Participating Transferees other than the Participating Transferee from which such Shareholder Securities are being re-allocated), unless otherwise agreed among the Participating Transferees.

9.7 Acceptance or deemed acceptance under article 9.5 or the service of a notice to buy under article 9.6 shall bind the Transferor and the Participating Transferees to sell and buy, respectively, the Shareholder Securities in accordance with article 10.

9.8 The "Fair Value" of the Shareholder Securities to be sold is the value that the Board, acting in good faith, certifies to be the fair market value in its opinion based on the following assumptions:

(a) the value of the relevant Shareholder Securities is a pro rata portion of the fair market value of all issued and outstanding Shareholder Securities (based on the ratio of the relevant Shareholder Securities to all issued and outstanding Shareholder Securities (with no premium or discount for the size of the Transferor's shareholding or for the rights or restrictions applying to the Shareholder Securities under the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders or the constitutional documents of the Company));

(b) the sale is between a willing buyer and a willing seller on the open market;

(c) the sale is taking place on the date that the Obligatory Transfer Event occurred;

(d) the business of the Company and the Subsidiaries will continue to be carried on as a going concern (unless the Company or any material Subsidiary is insolvent or unable to pay its debts within the meaning of the applicable insolvency legislation); and

(e) the Shareholder Securities are sold free of all Encumbrances.

9.9 The Board may, in its discretion, instruct professional advisers to assist it in the determination of Fair Value in accordance with article 9.8.

10. Closing the Sale Purchase of Shareholder Securities.

10.1 This article 10 applies only to transfers of Shareholder Securities among Shareholders pursuant to article 8 or article 9.

10.2 The sale of Shareholder Securities under any agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders shall close on the 20th Business Day:

(a) after an election under article 8.5 (b); or

(b) after acceptance or deemed acceptance of an offer to buy under article 9.5 or after service of a notice to buy under article 9.6.

10.3 At closing, the Shareholder selling the Shareholder Securities shall:

(a) transfer the Shareholder Securities free from all Encumbrances in such form as is necessary for the buyer to establish legal ownership in accordance with Luxembourg law;

(b) notify the Company of the transfer;

(c) procure the resignation of any Managers nominated by the selling Shareholder to take effect at closing and the acknowledgment that such Managers have no claims against the Company; and if no such resignations are delivered, the other Shareholders can freely remove such Managers, and article 11.4 shall not apply to such removal;

(d) warrant that it has no right to require the Company to issue any share capital or other securities and that no Encumbrance affects any unissued Shareholder Securities or other securities of the Company;

(e) warrant that no commitment has been given to create an Encumbrance affecting the Shareholder Securities being sold (or any unissued Shareholder Securities or other securities of the Company) and that no person has claimed any rights in respect thereof; and

(f) undertake to do all it can, at its own cost, to give the buyer the full legal and beneficial title to the Shareholder Securities.

10.4 At closing, the Shareholder buying the Shareholder Securities shall pay the purchase price to the Shareholder selling the Shareholder Securities, upon which the transfer will be effective.

10.5 At or before closing, the parties to any agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders shall use their best efforts to procure that the selling Shareholder is released from any guarantees, security arrangements and other obligations that it has given in respect of the Company and its business.

10.6 The Shareholder Securities shall be sold with all rights that attach, or may in the future attach, to them (including, in particular, the right to receive all dividends and distributions declared, made or paid on or after the relevant event referred to in article 10.2 (a) or 10.2 (b)).

10.7 The Shareholder buying the Shareholder Securities is not obliged to complete the purchase of any of the Shareholder Securities being sold unless the purchase of all the Shareholder Securities is completed simultaneously.

10.8 If the Shareholder selling the Shareholder Securities fails to complete the transfer of Shareholder Securities as required under this article 10, the Company:

(a) is irrevocably authorized to register the transfer in its share register after receipt of the notification referred to in article 10.3 (b); and

(b) may receive the purchase price in trust for the Shareholder selling the Shareholder Securities, giving a receipt that shall discharge the Shareholder buying the Shareholder Securities.

10.9 The provisions of this article 10 and the notification referred to in article 8.5, 9.2 or 9.4, as the case may be, together will be considered a written instrument of transfer for the purposes of article 190 of the Luxembourg law of 10 august 1915 concerning commercial companies, as amended, and that the notification referred to in article 10.3 (b) to the Company will constitute sufficient notification of the relevant transfers for purposes of article 190 of the Luxembourg law of 10 august 1915 concerning commercial companies, as amended, and of article 1690 of the Luxembourg civil code."

4. Amendment to the provisions of the Articles relating to the management of the Company and the board proceedings (in particular former articles 8, 9, 10 and 11 of the Articles), so that the new article 11 of the Articles should read as follows:

" 11. Management.

11.1 The Board has responsibility for the supervision and management of the Company.

11.2 The Board shall be composed of five Managers (the "Managers" and each a "Manager"), of whom two shall be appointed among candidates proposed by the Goldman Shareholder (the "Goldman Managers"), two shall be appointed among candidates proposed by the Colony Shareholder (the "Colony Managers"), and one shall be appointed among candidates proposed by the MEP Shareholder (the "MEP Manager"). At all times, the Board shall include at least two Managers (one Goldman Manager and one Colony Manager) who are resident in Luxembourg.

11.3 In order to effect the Board composition contemplated in article 11.2, the Goldman Shareholder, the Colony Shareholder and the MEP Shareholder may at any time nominate a Manager, and propose for removal a Manager whom it nominated, by giving notice to the Company and the other Shareholders. Each Shareholder shall exercise all voting rights and consent rights so as to effect the appointment or removal, as applicable, of Managers nominated or proposed for removal in accordance with the foregoing sentence, to the extent such appointment or removal is in accordance with the Board composition contemplated in article 11.2.

11.4 The Shareholder proposing a Manager for removal pursuant to article 11.3 shall indemnify and keep indemnified the Company against any claim arising out of such Manager's removal from office.

11.5 One of the Managers shall be appointed chairman of the Board by the positive vote of each of the Colony Managers and the Goldman Managers.

11.6 If the percentage of outstanding Shares held by the MEP Shareholder is reduced to less than half of the percentage of outstanding Shares held by it on 1 April 2008, then the MEP Shareholder shall lose any right to nominate a Manager. If the percentage of outstanding Shares held by the Colony Shareholder or the Goldman Shareholder is reduced to less than half of the percentage of outstanding Shares held by it on 1 April 2008, then such Shareholder shall only have the right to nominate Managers in proportion to its shareholding, rounded to the nearest whole number of Managers, provided that each of the Colony Shareholder and the Goldman Shareholder shall at all times be entitled to appoint at least one Manager. Upon the termination of a Shareholder's right to nominate a Manager pursuant to the foregoing, such Shareholder shall procure the immediate resignation of any Manager nominated by it and the acknowledgment that such Manager has no claims against the Company. If no such resignation is delivered, the other Shareholders can freely remove such Manager, and article 11.4 shall not apply to such removal.

11.7 If the percentage of outstanding Shares held by the Colony Shareholder or the Goldman Shareholder is reduced to less than half of the percentage of outstanding Shares held by it on 1 April 2008, then the positive votes of Managers nominated by the Shareholder whose aggregate ownership has so decreased will no longer be required under article 11.12 (b) to pass a Super-Majority Resolution, and all other special voting or consent rights contained in these Articles and any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders in favour of such Shareholder or in favour of Managers nominated by such Shareholder (including, without limitation, the appointment of the chairman of the Board and any special or other rights with respect to the supervisory boards of any of its Subsidiaries) (except, for the avoidance of doubt, any such rights granted to all Shareholders or Managers or any such rights granted by applicable law) shall be immediately terminated.

11.8 Without prejudice to any other provisions that may be contained in any agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders neither of the Colony Shareholder or the Goldman Shareholder is permitted to effect any transfer or other disposal of Shares pursuant to which the percentage of outstanding Shares held by it would be reduced to less than half of the percentage of outstanding Shares held by it on 1 April 2008, unless the Colony Shareholder, the Goldman Shareholder and the proposed transferee of such Shares have agreed their respective management rights in relation to the Company and the Subsidiaries, within the limitations set forth in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders (including, for the avoidance of doubt, that any such arrangement that adversely and disproportionately affects the rights or obligations of any Shareholder or alters the terms of express rights granted to or obligations imposed on any Shareholder must also be signed by the Shareholder so affected).

11.9 Upon termination of the Advisory Agreement, the MEP Shareholder's right to nominate any Manager, and any rights granted to such Manager in these Articles and the provisions of any shareholders' agreement that may be entered

into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, shall immediately terminate, and, unless the Colony Shareholder and the Goldman Shareholder shall otherwise consent in writing, the MEP Shareholder shall procure the immediate resignation of any Manager so nominated and the acknowledgment that such Manager has no claims against the Company. If no such resignation is delivered, the other Shareholders can freely remove such Manager, and article 11.4 shall not apply to such removal.

11.10 Board meetings

- (a) Board meetings shall be held in Luxembourg, and it is intended to be a Board meeting at least once every quarter.
- (b) Any Manager may call a Board meeting.
- (c) The Shareholders shall ensure that at least seven days' notice of a Board meeting is given to all Managers entitled to receive notice accompanied by:
 - (i) an agenda specifying in reasonable detail the matters to be raised at the meeting; and
 - (ii) copies of any papers to be discussed at the meeting.
- (d) A shorter period of notice of a Board meeting may be given with the written consent of at least one Goldman Manager and one Colony Manager (or, if any matter requiring Unanimous Consent or any Affiliate Transaction is to be considered for approval, the consent of all Managers).
- (e) If all Managers (or their proxies) are present at a Board meeting and no Manager objects, any failure of notice can be waived.
- (f) A Manager may be present at a Board meeting by way of telephone or videoconference initiated from Luxembourg, provided that at least half of the Managers participating in a Board meeting are physically present in Luxembourg.
- (g) The quorum at any Board meeting (including adjourned meetings) is a majority of the Managers, including at least one Goldman Manager (or his proxy) and one Colony Manager (or his proxy).
- (h) No business shall be conducted at any Board meeting unless a quorum is present at the beginning of the meeting and at the time when there is to be voting on any business.
- (i) If a quorum is not present within 30 minutes after the time specified for a Board meeting in the notice of the meeting, then the meeting will be adjourned for at least two and not more than ten Business Days at the same time and place.
- (j) A Board meeting will be adjourned to another time or date at the request of all the Goldman Managers or all the Colony Managers present at the meeting. No business may be conducted at a meeting after such a request has been made.
- (k) Except as provided by article 11.11, each Manager has one vote at a Board meeting.

11.11 A Goldman Manager, a Colony Manager or an MEP Manager who is absent from a Board meeting may appoint another Manager to act as his proxy at the meeting to exercise all the powers of the Manager by whom he is appointed and may, in particular, vote in place of such Manager.

11.12 Decisions at Board meetings will be made by passing resolutions. Except for any decision that would require a Unanimous Resolution, a resolution is passed if:

- (a) more votes are cast for it than against it; and
 - (b) each of the Goldman Managers and the Colony Managers present at the meeting (whether in person or by proxy) votes in favour of it,
- (such resolution, a "Super-Majority Resolution").

11.13 In lieu of a Board meeting, a resolution of the Board may be passed by way of written consent executed by all Managers.

11.14 Without limiting the generality of article 11.12 and without prejudice to any other provisions that may be contained in any agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, at least each of the following decisions shall be submitted to the Board and shall require a Super-Majority Resolution (unless, in each case, it requires a Unanimous Resolution) and, to the extent there is a legal requirement that it be adopted by the General Meeting, shall, without prejudice to applicable law, require the positive vote of the Goldman Shareholder and the Colony Shareholder at the General Meeting:

- (a) amendments to the by-laws, the articles of association, forms of Shareholder Securities and other constitutional documents of the Company or a Subsidiary, provided that any amendment to rights expressly granted to any particular securityholder of the Company also requires the consent of each such holder;
- (b) change in the corporate form or purpose, the registered office and the business of the Company or the Subsidiaries;
- (c) appointment and removal of auditors of the Company and the Subsidiaries;
- (d) change in the accounting principles applicable to the Company and the Subsidiaries;
- (e) change in the financial year of the Company and the Subsidiaries;
- (f) changes to the Board structure (including, without limitation, appointment or removal of independent Managers), provided that any amendment to the rights of certain Shareholders to nominate Managers in accordance with article 11.2 also requires the consent of all Shareholders whose rights are to be amended;
- (g) any merger, asset contribution (apport partiel d'actif), spin-off of the Company or a Subsidiary with or into any other entity;

- (h) voluntary winding-up of the Company or a Subsidiary;
- (i) any share capital increase or share capital reduction or issuance of equity securities of the Company or a Subsidiary, provided that, to the extent such shares or other equity securities are to be issued to any Shareholder or its Affiliates, all Shareholders will have the right to participate in such issuance pro rata based on its ownership of Shareholder Securities at the time of such issuance;
- (j) any distribution of dividends by the Company or a Subsidiary;
- (k) entering into or amending any stock options, savings or incentive plans of the Company or a Subsidiary with members of management of the Company or any such Subsidiary;
- (l) approval of the annual budgets of the Company or a Subsidiary and of any decision resulting in any material deviation from any such budgets;
- (m) any increase in the aggregate outstanding indebtedness of the Company and the Subsidiaries in excess of EUR 50,000 and any amendment to debt agreements of the Company or a Subsidiary;
- (n) sale of assets (including equity interests) by the Company and the Subsidiaries in excess of EUR 50,000 in a single transaction (or a series of related transactions);
- (o) capital expenditures by the Company and the Subsidiaries in excess of EUR 25,000 in a single transaction (or a series of related transactions);
- (p) granting of any security interest in equity interests held by the Company or a Subsidiary;
- (q) acquisition of assets by the Company and the Subsidiaries in excess of EUR 25,000 in a single transaction (or a series of related transactions);
- (r) changes or appointments of senior managers, executive directors and equivalent positions of the Company or a Subsidiary;
- (s) any change to employment agreements with any senior manager or executive director of the Company or a Subsidiary;
- (t) material transactions between the Company or a Subsidiary and any Shareholder (or any Affiliate of such Shareholder, except any Affiliate of the Goldman Shareholder that is not The Goldman Sachs Group, Inc. or a direct or indirect subsidiary thereof);
- (u) entering into or amending any material agreement between the Company or a Subsidiary and a Third Party other than those customary in the ordinary course of business of the Company or such Subsidiary, including without limitation any agreements relating to joint ventures and other partnerships and any shareholders' agreement or similar document in respect of a Subsidiary;
- (v) any buyback or redemption of Shareholder Securities by the Company or equity securities by a Subsidiary, provided that such buyback or redemption is made pro rata among the holders of such securities in accordance with the relative distribution preferences and priorities thereof;
- (w) an IPO or private sale of the Company or a Subsidiary, including an IPO or private sale of a newly-formed entity to which all or part of the assets of the Company and the Subsidiaries would be contributed;
- (x) initiation or settlement of material litigation by the Company or a Subsidiary;
- (y) refinancing, borrowing or entering into guarantees other than in the ordinary course of business by the Company or a Subsidiary;
- (z) dealings by the Company or a Subsidiary in listed securities;
- (aa) transactions by the Company or a Subsidiary that would be classified as Class 1 or Class 2 transactions for companies listed on the London Stock Exchange;
- (bb) change of the tax policy and principles or tax structuring of the Company or a Subsidiary;
- (cc) any amendments, waivers or material decisions with respect to the Advisory Agreement, including, without limitation, any decision relating to the approval of any person as a Qualified Replacement for a Principal (as defined in the Advisory Agreement); and
- (dd) any exercise of rights held by the Company or a Subsidiary in any other Subsidiary so as to permit any of the foregoing.

11.15 Notwithstanding article 11.14 and without prejudice to any other provisions that may be contained in any agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, each of the following decisions shall require a resolution passed by the vote of the Managers required to pass a Super-Majority Resolution and, in addition, the MEP Manager, if any (or, if at the time of such decision there is no MEP Manager, the consent of the MEP Shareholder, if any) (in each case whether present in person or by proxy) (a "Unanimous Resolution") and, to the extent there is a legal requirement that it be adopted by the General Meeting, a positive vote at the General Meeting of at least 90% of the Shares (it being understood that none of the following decisions shall be submitted to the General Meeting by any person unless it has first been approved by a Unanimous Resolution):

- (a) any amendment to these Articles or the terms of the Shareholder Securities that (i) adversely and disproportionately affects the rights or obligations of the MEP Shareholder (it being understood that the impact of a transaction or series of transactions on the operating assets, business, operations, financial performance or prospects of the Company and the

Subsidiaries shall not be taken into account in the determining whether such transaction or series of transactions is "adverse and disproportionate") or (ii) adversely alters the terms of express rights granted to or obligations imposed on the MEP Shareholder;

(b) any transfer of Shares other than in accordance with the Parity Requirement;

(c) any Affiliate Transaction not in compliance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders;

(d) any distribution, dividend, redemption of securities, or similar transaction resulting in a return of cash or other property to any Shareholder that is not in accordance with the rights, priorities and preferences established by the Shareholder Securities; and

(e) any reorganization, merger, dissolution, liquidation, winding-up or other similar type of transaction (a "Reorganizing Transaction") resulting in the alteration of the relative Economic Interests of the Shareholders in effect immediately prior to such transaction, unless an opportunity is offered to each Shareholder to participate in such transaction on a pro rata basis based on its Economic Interest and provided that no Reorganizing Transaction that does not result in a change of control, dissolution, liquidation or winding-up of the Company shall result in the termination of future MEP Promote rights."

5. Amendment to article 12 of the Articles by changing "Manager" into "Board" and "general meeting of the Shareholders" into "General Meeting", so that article 12 should read as follows:

" 12. Powers of the general meeting of Shareholders - Votes.

12.1 All powers not expressly reserved to the Board by law or by the Articles fall within the competence of the General Meeting.

12.2 In particular, the General Meeting is competent to amend the Articles, to change the nationality of the Company and to increase the commitments of its Shareholders.

12.3 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of Shares he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with the number of Shares he holds.

12.4 In case of one Shareholder owning all the Shares, he will assume all powers conferred to the General Meeting and its decisions are recorded in minutes or drawn-up in writing."

6. Amendment to article 13 of the Articles by changing "Manager" into "Board" and by deleting article 13.2, so that article 13 should read as follows:

" 13. Holding of general meetings.

13.1 Shareholders meetings may always be convened by the Board.

13.2 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholder(s) for approval. The Shareholder(s) shall also specifically vote as to whether discharge is to be given to a Manager."

7. Amendment to article 14 of the Articles by inserting the wording "Without prejudice to the provisions of article 11.15" at the beginning of articles 14.1 and 14.2, by changing "quorum" into "majority" and by deleting "However" at the beginning of article 14.3, so that article 14 should read as follows:

" 14. Majorities.

14.1 Without prejudice to the provisions of article 11.15, collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the Share capital adopt them. If that majority is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

14.2 Without prejudice to the provisions of article 11.15, resolutions to alter the Articles may only be adopted in accordance with any provisions of the Law and by the majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company's Share capital.

14.3 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement."

8. Amendment to article 15.2 of the Articles by changing "Manager" into "Board", so that article 15.2 should read as follows:

"15.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Board. The Board prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities."

9. Amendment to article 16 of the Articles by deleting "hereof" in article 16.2 and by changing "Manager" into "Board" and "general meeting of the Shareholders" into "General Meeting" in articles 16.3, 16.4 and 16.5, so that articles 16.2, 16.3, 16.4 and 16.5 should read as follows:

"16.2 From the annual net profits of the Company thus determined, five percent (5%) shall compulsorily be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten percent (10%) of the subscribed share capital of the Company as stated in article 5 or as increased or reduced from time to time.

16.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Board shall propose that cash available for remittance be distributed.

16.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the General Meeting.

16.5 Interim dividends may be paid out upon decision of the Board provided that:

16.5.1 interim accounts have been drawn-up and show that the funds available for distribution are sufficient; and

16.5.2 the amount to be distributed does not exceed the total profits realised since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by any profits carried forward and sums drawn from reserves available for distribution and reduced by losses carried forward and any sums to be allocated to any reserve pursuant to the law or the Articles."

10. Amendment to article 18 of the Articles by inserting the wording "Without prejudice to the provisions of article 11.14" at the beginning of article 18.1, so that article 18.1 should read as follows:

"18.1 Without prejudice to the provisions of article 11.14, the liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company' share capital."

11. Insertion of a new Chapter IX in the Articles in order to provide for definitions, so that the new Chapter IX should read as follows:

Chapter IX - Definitions

Advisory Agreement:	has the meaning that may be given in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Acquisition:	means the acquisition of BUT S.A.S.
Affiliate:	means in relation to any person, any other person that directly, or indirectly through one or more intermediaries, controls, or is controlled by, or is under common control with, such person, and "control" of a person means the possession or ability to possess the power to direct or cause the direction of management and policies of such person, whether through ownership of voting securities, by contract or otherwise. For the avoidance of doubt, any Colony Permitted Holder will be deemed to be an Affiliate of the Colony Shareholder. Notwithstanding any of the foregoing, none of the Company and the Subsidiaries will be deemed to be an Affiliate of any Shareholder.
Affiliate Transaction:	has the meaning that may be given in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Board:	means the board of managers of the Company.
Business Day:	means a day (other than a Saturday or Sunday) when banks in Paris, Luxembourg and London are open for business.
Colony Manager:	has the meaning given in article 11.2 .
Colony Permitted Holder:	means any of Colony Capital LLC, Colyzeo Investment Management and their respective Affiliates and any funds or entities managed or advised by any of the foregoing, and any co-investment vehicles controlled, managed or advised by Colony Capital LLC, Colyzeo Investment Management or any of their Affiliates.
Colony Shareholder:	means collectively, the Initial Colony Shareholder, Colyzeo II Finance and their successors and permitted transferees that from time to time hold Shareholder Securities, are Colony Permitted Holders in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Deadlock:	has the meaning given in article 8.1.
Drag-Along Right:	has the meaning given in article 7.13.
Economic Interest:	means in relation to a Shareholder, the value of such Shareholder's Shareholder Securities based on the most recent valuation of the Company in connection with an issuance of equity to a Third Party (or, if no such issuance has occurred, based on the consideration paid by such Shareholder for such Shareholder Securities), less any amounts received by such Shareholder in respect of such Shareholder Securities since the date of such valuation (by way of dividend, distribution, share repurchase or redemp-

	tion, or otherwise), and shall take into account the pro forma value of the aggregate MEP Promote based on a hypothetical liquidation of the Company at such valuation, as it may be further determined in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Encumbrance:	includes all encumbrances (whether monetary or not) and all other rights exercisable by third parties.
General Meeting:	means the resolutions of the shareholders of the Company taken at a meeting or in writing, in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.
Goldman Manager:	has the meaning given in article 11.2.
Goldman Permitted Holder:	means any of The Goldman Sachs Group, Inc. and its Affiliates.
Goldman Shareholder:	means collectively, the Initial Goldman Shareholder and its successors and permitted transferees that from time to time hold Shareholder Securities, are Goldman Permitted Holders in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Hilco Permitted Holder:	means any of H Merchant Equity I, LLC and its Affiliates.
Hilco Shareholder:	means collectively, the Initial Hilco Shareholder and its successors and permitted transferees that from time to time hold Shareholder Securities, are Hilco Permitted Holders in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
IPO:	means an initial public offering of equity securities.
Issuance Ratio:	has the meaning that may be given in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Majority Sale:	means a sale of more than 50% of the outstanding share capital in the Company by any Shareholder or group of Shareholders to a Third Party.
Manager:	means a member of the Board.
MEP Manager:	has the meaning given in article 11.2.
MEP Permitted Holder:	means a limited partnership owned and controlled (except as otherwise permitted in article 7.7) by the principals and employees (and their respective customary permitted transferees (e.g., estate planning vehicles and family-owned entities)) of Merchant Equity Partners LLP, which owners shall at all times include David Hamid, Henry Jackson, Joshua Spoerri and John von Spreckelsen (or, in each case, a Qualified Replacement, as defined in the Advisory Agreement).
MEP Promote:	means the MEP Shareholder's entitlement to a carried interest, as calculated in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders, as it may be further determined in any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Shareholder:	means collectively, the Initial MEP Shareholder and its successors and permitted transferees that from time to time hold Shareholder Securities, are MEP Permitted Holders in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into from time to time between inter alia the Company and the Shareholders.
Obligatory Transfer Event:	has the meaning given in article 9.
Parity Requirement:	has the meaning given in article 7.2.
Related Party Transfer:	has the meaning given in article 7.5.
Reorganizing Transaction:	has the meaning given in article 11.15 (e).
Shareholder Offer:	has the meaning given in article 7.10.
Shareholder Securities:	means any securities issued by the Company and owned by a Shareholder, other than any securities issued as part of senior and mezzanine financing.

Share Pricing Period:	has the meaning given in article 9.5.
Subsidiary:	means any majority-owned subsidiary of the Company.
Super-Majority Resolution:	has the meaning given in article 11.12.
Tag-Along Rights:	has the meaning given in article 7.13.
Temporary Inalienability Requirement:	has the meaning given article 7.8.
Third Party:	any person that is not a Shareholder or an Affiliate of a Shareholder.
Unanimous Resolution:	has the meaning given in article 11.15.

12. Miscellaneous.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 2 of the Articles by deleting the brackets and by changing "Manager" into "Board", so that article 2 should read as defined under point 1. of the Agenda.

Second resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend the corporate object clause, so that article 3 should read as defined under point 2. of the Agenda.

Third resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend the provisions of the Articles relating to the transfer of shares by inserting a new Chapter III including articles 7, 8, 9 and 10, which should read as defined under point 3. of the Agenda.

Fourth resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend the provisions of the Articles relating to the management of the Company and the board proceedings (in particular former articles 8, 9, 10 and 11 of the Articles), so that the new article 11 of the Articles should read as defined under point 4. of the Agenda.

Fifth resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 12 of the Articles by changing "Manager" into "Board" and "general meeting of the Shareholders" into "General Meeting", so that article 12 should read as defined under point 5. of the Agenda.

Sixth resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 13 of the Articles by changing "Manager" into "Board" and by deleting article 13.2, so that article 13 should read as defined under point 6. of the Agenda.

Seventh resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 14 of the Articles by inserting the wording "Without prejudice to the provisions of article 11.15" at the beginning of articles 14.1 and 14.2, by changing "quorum" into "majority" and by deleting "However" at the beginning of article 14.3, so that article 14 should read as defined under point 7. of the Agenda.

Eighth resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 15.2 of the Articles by changing "Manager" into "Board", so that article 15.2 should read as defined under point 8. of the Agenda.

Ninth resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 16 of the Articles by deleting "hereof" in article 16.2 and by changing "Manager" into "Board" and "general meeting of the Shareholders" into "General Meeting" in articles 16.3, 16.4 and 16.5, so that articles 16.2, 16.3, 16.4 and 16.5 should read as defined under point 9. of the Agenda.

Tenth resolution

The general meeting of Shareholders resolves to amend article 18 of the Articles by inserting the wording "Without prejudice to the provisions of article 11.14" at the beginning of article 18.1, so that article 18.1 should read as defined under point 10. of the Agenda.

Eleventh resolution

The general meeting of Shareholders resolves to insert a new Chapter IX in the Articles in order to provide for definitions, so that the new Chapter IX should read as defined under point 11. of the Agenda.

6043

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately five thousand Euros (EUR 5,000.-).

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French, followed by a English version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

signé: R. GALIOTTO, F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 28 novembre 2008. Relation: LAC/2008/47898: Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009004734/211/1480.

(090001838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Topsi 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 119.928.

Le bilan au 31.12.07 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine MICHEL

Manager

Référence de publication: 2009004409/3794/13.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11354. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

CCMLuxHoldings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 130.316.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 28 novembre 2008

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la société du 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg avec effet au 1^{er} décembre 2008.

Le gérant B de la société, Christophe DAVEZAC, a également transféré son adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009004437/6341/19.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11382. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Free Lens Sat, Société Anonyme.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1867 Luxembourg, 9, rue Ferdinand Kuhn.

R.C.S. Luxembourg B 143.746.

—
STATUTS

L'an deux mil huit, le dix-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. Monsieur Richard WOIRHAYE, technicien satellite, né le 29 avril 1970, demeurant à F-69400 Villefranche sur Saone, 1, rue Edith Piaf,

2. Monsieur Yann FIGUET, caméraman, né le 19 avril 1975, demeurant à L-1867 Howald, 9, rue Ferdinand Kuhn, ici représenté par Monsieur Frank Rosch, en vertu d'une procuration lui donnée le 15 décembre 2008 à Kuala Lumpur (Malaisie),

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente, pour être soumis avec elle aux formalités de l'enregistrement;

3. Monsieur Frank ROSCH, journaliste, né le 18 mars 1969, demeurant à L-9261 Diekirch, 8, rue Victor Muller Frommes,

4. Monsieur Cédric BÉRINGUIER, technicien audiovisuel, né le 15 novembre 1971, demeurant à F-57000 Metz, 11B, rue Blondel,

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

" **Art. 1^{er}**. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de "FREE LENS SAT".

La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La Société a pour objet la retransmission par satellite et les solutions audiovisuelles pour télévisions et entreprises.

La Société a, en outre, pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut prêter à des entités de son groupe dans lesquelles elle détient des intérêts ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des Sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Le capital souscrit est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune, entièrement libérées.

Le capital autorisé est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 6 ci-après.

En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts dans le Mémorial C, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites, du capital autorisé même par des apports autres qu'en numéraire. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration en temps qu'il appartiendra. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 4. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de mai à 14 heures 15.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et peut également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, téléfax, vidéo conférence ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

En cas de parité de voix, la voix du président sera prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à un ou plusieurs membres du conseil ou à un comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs), agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

Art. 12. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année, sauf toutefois que le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre de l'an 2009.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 3 des statuts ou tel qu'il aura été augmenté ou réduit tel que prévu à l'article 3 des présents statuts.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les Sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit les actions et les ont libéré intégralement de la manière suivante:

Actionnaires	Capital souscrit EUR	Capital libéré EUR	Nombre d'actions
1. Monsieur Richard Woirhaye, prénommée:	15.000,-	15.000,-	30
2. Monsieur Yann Figuet, prénommé:	15.000,-	15.000,-	30
3. Monsieur Frank Rosch, prénommé:	15.000,-	15.000,-	30
4. Monsieur Cédric Béringuier, prénommé:	5.000,-	5.000,-	10
TOTAL:	50.000,-	50.000,-	100

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000,- EUR) se trouve à l'entière disposition de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif les parties comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution, est approximativement estimés à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les parties ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - Monsieur Richard Woirhaye, technicien satellite, né le 29 avril 1970, demeurant à F-69400 Villefranche sur Saone.

- Monsieur Yann FIGUET, caméraman, né le 19 avril 1975, demeurant à L-1867 Howald, 9, rue Ferdinand Kuhn,
 - Monsieur Frank ROSCH, journaliste, né le 18 mars 1969, demeurant à L-9261 Diekirch, 8, rue Victor Muller Frommes,
 - Monsieur Cédric BÉRINGUIER, technicien audiovisuel, né le 15 novembre 1971, demeurant à F-57000 Metz, 11B, rue Blondel,

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- La société anonyme FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS et Associés SA, établie et ayant son siège social à L-9053 Ettelbruck, 53, avenue J.F.Kennedy, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 98553.

4. L'adresse de la Société est fixée à L-1867 Luxembourg-Howald, 9, rue Ferdinand Kuhn.

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de un an et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice de l'an 2009.

6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 9 des statuts.

7. L'assemblée nomme comme président du conseil d'administration, Monsieur Frank ROSCH, prénommé.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Woirhaye, F. Rosch, C. Béringuier et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg AC, le 19 décembre 2008. LAC/2008/51395. Reçu deux cent cinquante euros Eur 0,5% = 250,00.

Le Receveur ff. (signé): Franck Schneider.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009004233/5770/184.

(090001044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

2M.i.c. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5376 Munsbach, 5, rue de Beyren.

R.C.S. Luxembourg B 92.625.

Les documents de clôture de l'année 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le ... décembre 2008.

Pour 2M.I.C. S.à r.l.

Arend & Partners S.à r.l., Mersch

Signature

Référence de publication: 2009004383/568/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09822. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Linfell Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 94.481.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la société anonyme Linfell Investment S.A. extraordinairement tenue en date du 26 novembre 2008 à Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, que:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014

Conseil d'administration

Simon Baker

Dawn Shand

Peter Fellingner

Commissaire aux comptes

Cardinal Trustees Limited
9, Pelican Drive, Columbus Centre
Road Town (Tortola)
Iles Vierges Britanniques

Pour extrait conforme

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2009004346/4642/26.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04789. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Shaw Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.160.175,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 113.745.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 16 décembre 2008

Première résolution

L'Assemblée accepte la démission de Mr Charles MEYER, de son poste de Gérant B de la Société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme au poste de Gérant B de la société pour une durée indéterminée avec effet immédiat:

- Mr Alain PEIGNEUX, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009004339/6341/20.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10317. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090001106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Manuloc International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 69.073.

—
Constituée par-devant Me Gérard LECUIT, notaire de résidence à Hespérange, en date du 10 mars 1999, acte publié au Mémorial C no 435 du 10 juin 1999, modifiée par acte sous seing privé en date du 28 septembre 2001, l'avis afférent a été publié au Mémorial C no 314 du 26 février 2002, modifiée par-devant Me Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Mersch, en date du 08 décembre 2005, acte publié au Mémorial C no 831 du 26 avril 2006, modifiée par-devant Me Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 08 février 2008, acte publié au Mémorial C no 738 du 27 mars 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/08.

Pour MANULOC INTERNATIONAL

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2009004384/1261/21.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09861. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090000808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.
